

## Face à la crise du capitalisme, quelles réponses des Socialistes ?

« On n'ose plus parler du capitalisme  
- je suis le seul à employer ce mot -  
alors que ce système vit une crise foudroyante  
et suicidaire à moyen terme pour l'humanité.

Nous, socialistes,  
*devrions* être bien placés pour l'expliquer et y répondre. »

Michel Rocard  
*Le Parisien* 25 août 2007

Le 25 mars 2008, au Conseil National, presque tous les orateurs ont dit que le prochain Congrès devrait être différent de ceux qui l'ont précédé. Pour limiter le risque de combats fratricides et pour que ce Congrès débouche sur un vrai renouveau politique, plusieurs ont suggéré qu'on élabore une liste de 10 ou 15 questions concrètes qui seraient posées à toutes les motions.

### Figures libres et figures imposées

« C'est comme en patinage artistique, explique un militant. Avant les figures libres, il y a les figures imposées. Ce serait bien que toutes les motions aient quelques figures imposées et qu'elles répondent aux questions que se posent les militants (et la plupart des Français). »

Parce que nous ne voulons pas que les querelles de personnes envahissent notre débat interne, parce que nous ne voulons pas non plus qu'on en reste à des synthèses molles, nous soumettons à l'ensemble des militants le texte suivant pour qu'il soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine Convention nationale en vertu de l'article 6.8 de nos statuts<sup>1</sup>.

Rédigé très rapidement, ce texte ne prétend pas aborder toutes les questions qui se posent à nous. Nous espérons seulement que, en nous obligeant à être concrets et ambitieux dans deux domaines fondamentaux (Quel contrat social ? Quelle Europe ?), ce texte donnera envie à tous d'être aussi concret et ambitieux sur l'ensemble des sujets mis en débat.

Le 14 juin, si notre proposition reçoit le soutien d'une majorité des militants, nous adopterons trois textes :

- 1 > une nouvelle Déclaration de principe.
- 2 > les modifications apportées à nos statuts.
- 3 > les 10 questions auxquelles toutes les motions sont invitées à répondre.

### Aucune ambiguïté

---

<sup>1</sup> Article 6.8 : Une question est inscrite à l'ordre du jour de la Convention nationale, dès lors que 5 000 adhérents, répartis dans au moins 20 fédérations, avec un maximum de 500 signatures et un minimum de 25 signatures par fédération, en font la demande.

Pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté, précisons que la pétition lancée en décembre rassemblait des élus et des militants de toutes les sensibilités du parti<sup>2</sup>. Le texte que vous allez lire est signé lui aussi par des élus et des militants de sensibilités diverses qui savent déjà qu'ils signeront des motions différentes. Cela ne nous empêche pas de réfléchir et d'agir ensemble.

\* \* \* \* \*

Une descente en ski dépend en large part de l'impulsion qui est donnée dans la première longueur. De même, la capacité qu'aura (ou non) la gauche à se renouveler dans les prochaines années, dépend largement de la qualité des débats que nous aurons d'ici au Congrès de novembre.

"Nouveau Congrès de Rennes" ou Congrès de refondation ?  
Querelles de personnes, synthèse molle ou sursaut intellectuel et politique ?  
A nous de choisir !

### Votez Oui

Si vous pensez comme nous que, d'ici novembre, l'essentiel de notre énergie doit être utilisée pour construire une alternative concrète au Sarkozysme, si vous pensez que 80 % de notre énergie doit être consacrée aux questions de fond et 20 % seulement aux questions de personnes, répondez Oui à la question qui est posée en conclusion de ce texte.

Et maintenant, trêve de discours ! Puisque tout le monde veut "parler du fond", puisque tout le monde veut "clarifier le débat", allons-y. Clarifions !

\* \* \* \* \*

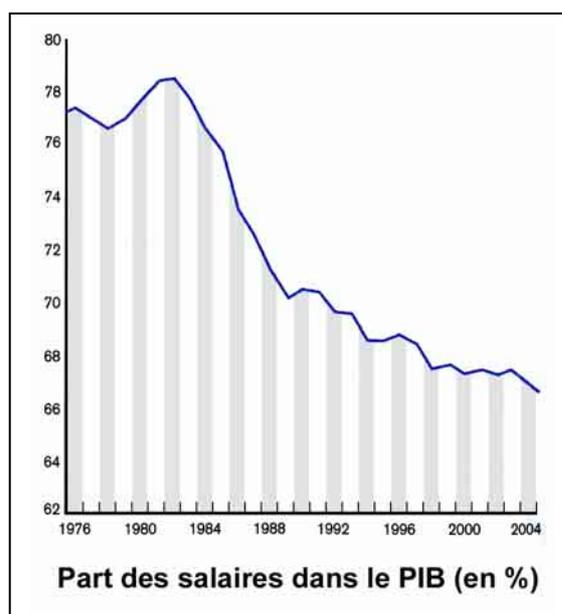
En 25 ans, la part des salaires dans le PIB a baissé de 11 %. Alors que les salaires et les cotisations représentaient 78 % de la richesse nationale au début des années 1980, ils ont baissé jusqu'à n'atteindre plus que 67 %.

11 points de chute<sup>3</sup>, sur un PIB de 1 800 milliards, ce sont, cette année, quelque 200 milliards d'euros qui vont aller au capital alors qu'ils iraient aux salariés si le marché du travail retrouvait l'équilibre de 1982.

200 milliards d'euros de perte pour les salaires sur une seule année ! Il ne faut pas s'étonner que les bénéficiaires explosent. 200 milliards d'euros, voilà qui pourrait améliorer nettement la situation d'un grand nombre de familles !

### 200 milliards de perdus... pour les salariés

Est-ce vraiment à cause du "carcan des 35 heures" que des millions de Français ont du mal à boucler leurs fins de mois ? Le diagnostic de Nicolas Sarkozy et du Medef est-il le bon ?



Les 35 heures ont été votées en 1998-99. Or la baisse des salaires dans le PIB a commencé au début des années 1980. Comment expliquer qu'une loi votée en 1998 ait

<sup>2</sup> Voir à la fin de ce texte, après le bulletin de vote, l'historique de cette Votation militante.

<sup>3</sup> Source Eric Heyer, OFCE, in *L'État de la France*, La Découverte, juin 2007

provoqué des effets si puissants *15 ans avant d'être votée* ? Qui plus est, en lisant le rapport du Fonds Monétaire International d'avril 2007, on constate que le mouvement est le même dans toute l'Europe et au Japon :

"Au cours des deux dernières décennies, il y a eu un déclin continu de la part du revenu qui va au travail. *La baisse est très massive et atteint 10 % en Europe et au Japon.*»

Et, aux États-Unis, l'évolution n'est guère plus brillante : "Depuis 2001, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 40 % tandis que les salaires n'ont augmenté de 0,3 %. *La part des salaires dans le revenu national atteint son plus bas niveau depuis 1929.*"

### **Les 35 heures ne sont pas coupables**

Le discours de Sarkozy et du Medef ne tient pas la route : les 35 heures ne sont évidemment pas responsables de la baisse de la part des salaires que l'on observe depuis 25 ans dans l'ensemble des pays occidentaux.

*Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage.*

Qui veut en finir avec la RTT l'accuse de tous les maux.

**Nicolas Sarkozy ment.** Et il sait qu'il ment ! Or, si l'on veut vraiment répondre aux problèmes de pouvoir d'achat, il est fondamental de poser le bon diagnostic : d'où vient le recul historique de la part des salaires ? *Pourquoi* les bénéfices distribués aux actionnaires augmentent-ils partout si fortement au détriment des salaires ? Dans son dernier livre<sup>4</sup>, Patrick Artus, directeur des études à la Caisse des dépôts, souligne le déséquilibre considérable qui se creuse sous nos yeux entre bénéfices et salaires :

« Dans la zone euro, chaque année, les entreprises prennent l'équivalent de 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes.

Dû à la perte de pouvoir de négociation des salariés, le transfert en faveur des profits est considérable. »

Certains à gauche n'osent plus parler du déséquilibre du partage salaires/bénéfices. Ils ont peur de passer pour d'affreux marxistes. Professeur à Polytechnique et directeur des études à la Caisse des dépôts (CDC-Ixis), Patrick Artus n'a pas la même pudeur et n'hésite pas à écrire que **"chaque année, les entreprises prennent l'équivalent de 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes."**

Mais, contrairement à Nicolas Sarkozy, pour expliquer ce "transfert considérable" réalisé au profit des actionnaires, Patrick Artus met en avant, non pas les 35 heures mais la *"perte de pouvoir de négociation des salariés"*. De quoi s'agit-il ? Pourquoi les salariés ont-ils tellement perdu de leur pouvoir de négociation ? La réponse tient en quelques mots : dans tous nos pays, c'est la peur du chômage qui diminue très fortement la capacité de négociation des salariés.

Tous les mois, Sarkozy et Fillon se vantent de ce que les chiffres du chômage sont les meilleurs depuis 1982 : « Il reste moins de 2 millions de chômeurs. Nous allons vers le plein emploi. » Hélas, en consultant le site du ministère du Travail et en tenant compte

---

<sup>4</sup> *Les Incendiaires*, Perrin, 2007.

des 8 catégories de chômeurs<sup>5</sup>, on constate que nous sommes encore très très éloignés du plein emploi.

## Les vrais chiffres du chômage

Source Ministère du Travail. mars 2008

Demandeurs d'emploi de catégorie 1	1 896 800
Demandeurs d'emploi de catégorie 2	331 100
Demandeurs d'emploi de catégorie 3	224 100
Demandeurs d'emploi de catégorie 4	171 500
Demandeurs d'emploi de catégorie 5	225 200
Demandeurs d'emploi de catégorie 6	476 600
Demandeurs d'emploi de catégorie 7	70 400
Demandeurs d'emploi de catégorie 8	90 700
Demandeurs d'emplois de plus de 55 ans, dispensés de recherche d'emploi	375 000
<hr/>	
TOTAL	3 861 400

Et, si on voulait être complet, il faudrait ajouter la moitié des bénéficiaires du RMI. Martin Hirsch admettait récemment : "un peu plus de la moitié des RMIstes sont au chômage mais ne sont pas comptabilisés comme chômeurs". En intégrant une moitié des 1.100.000 RMIstes, on arrive à un nombre total de chômeurs qui dépasse **4.350.000 !**

Sans doute la question du chômage est-elle trop complexe pour qu'on s'en tienne à un indicateur unique. La plupart des économistes demandent au gouvernement que l'on définisse une batterie d'indicateurs. Mais, si l'on en reste à un indicateur unique, le chiffre de 4 millions est sans doute plus juste que les 1,9 millions mis en avant par le gouvernement.

Car l'on sous-estime aussi le nombre de jeunes au chômage : comme ils n'ont pas cotisé, ils n'ont droit à aucune allocation et ne sont comptabilisés ni à l'ANPE ni au RMI, mais tous ceux qui travaillent dans des Missions locales et tous ceux qui ont des jeunes dans leurs familles peuvent témoigner de la très grande précarité que l'on impose aux 16-30 ans. Et, parmi ceux et celles qui ont un emploi, combien n'ont que des emplois précaires ?

## Des emplois de 12 heures par semaine

Mme Lagarde exulte : près de 300 000 emplois créés en 2007 ! Nous voudrions nous réjouir avec la ministre, si nous n'avions des données fiables et inquiétantes sur le

---

<sup>5</sup> [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr) La catégorie 1 regroupe les personnes sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi en CDI à plein temps. La catégorie 2 regroupe les personnes sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un CDI à temps partiel. La catégorie 3 regroupe les personnes sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi en CDD, temporaire ou saisonnier, y compris de très courte durée. La catégorie 4 regroupe les chômeurs non immédiatement disponibles (en arrêt maladie ou en formation). La catégorie 5 regroupe les personnes en CES (Contrat emploi solidarité) ou CEC (Contrat emploi consolidé), à la recherche d'un emploi de meilleure qualité. Les catégories 6, 7 et 8 regroupent les demandeurs d'emplois qui ne sont pas immédiatement disponibles (par exemple, les personnes effectuant un préavis suite à un licenciement, ou les personnes ayant déjà un petit boulot mais cherchant un emploi de meilleure qualité). La catégorie 6 regroupe les personnes à la recherche d'un CDI à plein temps (en n'étant pas immédiatement disponibles). La catégorie 7, ceux qui cherchent un CDI à temps partiel et ne sont pas disponibles immédiatement. La catégorie 8, les personnes à la recherche d'un CDD, d'une mission d'intérim ou d'un emploi saisonnier, y compris de très courte durée, qui ne sont pas immédiatement disponibles.

type d'emplois qui se profilent derrière ce chiffre mirifique. Ces inquiétudes s'appuient sur les statistiques stabilisées les plus récentes : celles de 2006. Sur les 188 900 emplois créés en 2006, 116 000 (presque 60 % du total) l'ont été dans les services à la personne (aide à domicile, employés de maison, garde d'enfants, etc.).

Les emplois créés dans ces services l'ont été sur la base d'une durée du travail incroyablement faible. Selon les données administratives, on obtient une moyenne horaire annuelle travaillée de 420 heures pour les emplois créés en 2006. Cela correspond à un emploi à moins d'un tiers-temps, soit 11 à 12 heures par semaine. Et, comme ces activités sont rémunérées aux alentours du Smic, les salaires moyens sont de l'ordre de 300 euros par mois...

La montée en régime du plan Borloo permet d'envisager qu'en 2007 les services à la personne auront ajouté 180 000 emplois, mais sur la base de durées du travail aussi faibles...

À force de multiplier les petits boulots ("des miettes d'emploi" dirait Margaret Maruani), la France sera peut-être bientôt championne du monde de ces créations. Mais peut-on encore parler d'« emplois » ?

Florence Jany-Catrice, économiste à l'Université de Lille I,  
*Le Monde* 26 février 2008

Au vu de ces chiffres, deux remarques au moins s'imposent :

1 > Nicolas Sarkozy ne cesse de dénoncer les effets néfastes des 35 heures. Effets néfastes (selon lui) tant sur l'économie que sur les "valeurs" transmises par les adultes à leurs enfants... Sarkozy l'a dit clairement : il veut en finir avec les 35 heures. Mais l'essentiel des emplois créés ces dernières années sont, en moyenne, à 12 heures par semaine. Trois fois moins ! Pour "transmettre-à-nos-enfants-la-valeur-travail", des emplois de 12 heures par semaine, payés 300 euros par mois, est-ce vraiment mieux que des emplois à 35 heures ?

2 > 4.300.000 chômeurs et des millions d'emplois précaires. **Voilà fondamentalement ce qui provoque la "perte de pouvoir de négociation des salariés"** dont parle Patrick Artus. Voilà, fondamentalement, ce qui provoque le recul de la part des salaires dans le PIB ! Quand il y a autant de chômeurs et de précaires, qui peut aller voir son patron et exiger une augmentation ? Qui peut aller voir son patron et exiger une charge de travail plus raisonnable ou un poste plus intéressant ?

**Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs...**

À un tel niveau, chômage et précarité déséquilibrent complètement la négociation entre salariés et entreprises. Dit ou non dit, le "*si t'es pas content, tu peux aller voir ailleurs*" remplace souvent toute vraie négociation. Combien de millions de salariés doivent-ils se contenter des conditions de travail et des salaires qui leur sont imposés ?

"*Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs*". Depuis 25 ans, la peur du chômage et de la précarité a provoqué une telle "perte de pouvoir de négociation des salariés" que la part des salaires (salaires et cotisations) dans le PIB a chuté de 11 % ! Par comparaison, rappelons que le déficit prévisionnel des retraites annoncé pour 2020 si nous ne réformons pas le système est de 1 % du PIB.

On s'inquiète (à juste titre) d'un déficit qui sera de 1 % du PIB, mais, depuis 25 ans, à cause du chômage, le recul de l'ensemble salaires + cotisations est de 11 %. ONZE fois

plus ! On ne pourra pas sauver notre système de retraite si l'on n'arrive pas à sortir du chômage de masse.

### **Retraites : "le vrai problème c'est le chômage"**

Une autre raison nous oblige à faire le lien entre le dossier des retraites et celui du chômage. Sarkozy et Fillon veulent obliger les salariés à cotiser 41 ans pour avoir une retraite à taux plein. En théorie, vu les progrès de l'espérance de vie, il est difficile de se prononcer contre l'allongement de la durée de cotisation. Mais, en réalité, quel impact aurait cette mesure si elle était adoptée ?

Essayons d'y voir clair :

> Aujourd'hui, c'est en moyenne à 61 ans que les salariés soldent leur retraite.

> **À 61 ans, moins de 30 % des salariés ont encore un emploi.**

> Quand Nicolas Sarkozy et François Fillon, sans avoir rien fait pour faire reculer le chômage des plus de 60 ans, exigent une année de cotisation supplémentaire, ils savent très bien que pour plus de 70 % des salariés il manquera une année de cotisation, soit 4 trimestres.

> **Pour une majorité de salariés, cela signifie une décote de 10 % sur la pension de retraite !**

Aujourd'hui, quand un salarié solde sa retraite, il est au chômage depuis trois ans en moyenne. Rendre obligatoire une année de cotisations supplémentaire sans avoir fait radicalement reculer le chômage des plus de 60 ans ne sert à rien :

« S'il n'est pas porté remède au chômage, le recul de l'âge de la retraite ne sert à rien.

Cela revient à demander aux gens de travailler plus longtemps alors qu'ils manquent déjà de travail. Les inégalités entre générations ne viennent pas du "problème" des retraites mais de l'emploi. Le vrai problème, c'est le chômage. »

Jean-Paul Fitoussi,  
Président de l'OFCE <sup>6</sup>  
*Le Monde*, 6 mars 2001

### **"Cotiser plus longtemps" = 10 % de moins sur les retraites ?**

Voilà comment, en prétendant "sauver les retraites", avec des arguments pleins de bon-sens ("l'espérance de vie a augmenté, donc il faut cotiser plus longtemps"), on prépare en réalité une baisse généralisée du niveau des retraites de la Sécurité sociale.

Tous les syndicats s'opposent évidemment à ce nivellement par le bas. Par contre, ceux qui veulent développer les systèmes d'assurance privés sont très favorables à cette réforme. Guillaume Sarkozy, frère de Nicolas, n'est-il pas le DG d'un groupe d'assurance-santé, assurance-retraite ? Si les retraites de la Sécu baissent nettement, Guillaume Sarkozy espère sans doute qu'un certain nombre de salariés auront recours aux assurances qu'il propose.

### **Le rêve de Guillaume Sarkozy**

Il y a deux ans, dans *La Tribune*, Guillaume Sarkozy expliquait qu'il faut s'attendre "à des bouleversements majeurs dans le domaine de la santé. La réforme Douste-Blazy

---

<sup>6</sup> L'Observatoire Français des Conjonctures Economiques est l'institut d'économie de Sciences-Po Paris.

n'a pas eu tout le succès escompté en ce qui concerne les équilibres financiers. D'autres réformes seront nécessaires. Elles donneront *aux assureurs complémentaires un rôle de plus en plus important.*"

Et, fin 2006, quand *Les Echos* demandaient à François Fillon si les problèmes de dépendance des personnes âgées ne devraient pas être mieux pris en charge par la Sécurité Sociale, Fillon expliquait que "la bonne piste est de compléter le système actuel *avec des dispositifs d'assurance privée.*" Tant pis pour ceux qui n'auront pas les moyens de s'assurer !

### **La vieillesse et la santé sont-elles un marché comme les autres ?**

Sans trahir de secrets de famille (qu'est-ce que Nicolas a promis à Guillaume ?), on voudrait en savoir plus : quels sont les "*bouleversements majeurs*" auxquels il faut s'attendre en matière de financement de la santé ? La "petite" franchise que Sarkozy a déjà créée n'est-elle qu'un premier pas vers de gros remboursements ? Pour développer un *business* très profitable à certains, le gouvernement va-t-il inciter ceux qui le peuvent à se tourner vers des assurances privées ?

Aux Etats-Unis, les dépenses de santé sont deux fois plus importantes qu'en France (en proportion du PIB), mais l'essentiel de ces dépenses ne sont pas remboursées par l'État. C'est aux individus de s'assurer. Du coup, malgré des dépenses de santé deux fois plus importantes que les nôtres, l'espérance de vie est plus faible aux États-Unis qu'en France car des millions d'Américains n'ont pas de quoi se faire soigner et meurent prématurément.

« **47 millions d'Américains n'ont aucune protection sociale** et les problèmes de santé sont la première cause de faillite personnelle »

*Les Echos* 6 novembre 2006

Quand ils ont un gros problème de santé, tous ceux qui n'ont pas de couverture sociale doivent vendre le peu qu'ils ont et s'endetter plus que de raison... **Est-ce vers ce modèle que veulent nous mener Nicolas et Guillaume Sarkozy ?**

Ce point est fondamental. Avec les questions de santé, de retraite et de dépendance, on touche à la dignité humaine dans ce qu'elle a de plus concret. Si Nicolas Sarkozy met en place un système de santé à l'américaine, seuls les plus riches pourront connaître une fin de vie digne. Les autres, ceux et celles qui auront déjà galéré toute leur vie avec de faibles revenus, auront des retraites de plus en plus faibles et vivront leurs dernières années dans des mouroirs ou des hôpitaux de seconde classe. Au-delà de la "petite franchise" qu'il nous a déjà annoncée, quels sont vraiment les projets de Nicolas (et Guillaume) Sarkozy en matière de santé ?

\* \* \* \* \*

Pour justifier le retour aux 40 heures, Sarkozy et Fillon mettent en avant la faiblesse des salaires. N'ont-ils pas compris que, tant que le chômage et la précarité resteront à ce niveau, la pression à la baisse sur les salaires continuera de s'exercer ? Tant que le chômage et la précarité resteront à ce niveau, le stress des salariés continuera d'augmenter. La croissance restera molle. Les ressources de l'État, des collectivités et de la Sécu (fondées essentiellement sur les salaires et la consommation) stagneront, et nous aurons les plus grandes difficultés à financer les services publics et les retraites.

## **Le secteur public aussi est touché**

Car les salariés du privé ne sont pas les seuls touchés. Dans le secteur public aussi, les salaires stagnent : "Le ministre de la Fonction publique a proposé une augmentation de 0,5 %. Très vite les syndicats ont quitté la salle de négociation." Les syndicats quittent la négociation mais les arguments du Ministre portent dans l'opinion publique : 1. il n'y a pas de raison que les salaires du public augmentent plus vite que ceux du privé; 2. l'État est surendetté.

L'État surendetté ? Comme les ressources de l'État viennent essentiellement d'impôts et de taxes perçues sur les salaires et sur la consommation, la baisse de la part des salaires dans le PIB ne peut qu'amener à l'appauvrissement et à l'endettement de l'État, surtout quand elle est accompagnée d'une baisse de l'impôt sur les citoyens les plus riches et d'une baisse de l'impôt sur les bénéficiaires (deux autres *must* du néolibéralisme).

Outre les salariés (du privé et du public), les retraités voient eux aussi leurs revenus diminuer puisque ceux ci sont liés à l'évolution des salaires et aux ressources des caisses de Sécurité sociale.

Les 35 heures ne sont pas coupables.

**C'est le chômage de masse qui provoque la baisse des salaires dans le PIB.**

**C'est le chômage qui plombe le financement des retraites et de la Sécu.**

**C'est le chômage et la précarité qui pourrissent la vie quotidienne de millions de nos concitoyens (en particulier dans les "quartiers difficiles").**

**Lutter radicalement contre le chômage et la précarité doit être, pour les Socialistes, une priorité absolue.**

## **Diviser pour régner**

Durant toute la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a passé son temps à opposer "ceux qui se lèvent tôt" à ceux qui sont au chômage (supposés être tous de gros fainéants). *Diviser pour régner*, la méthode est classique ! Mais, en réalité, au-delà des différences de situation, nous sommes tous embarqués dans le même bateau. Que nous le voulions ou non, nous sommes tous solidaires : tant qu'il y aura autant de chômage et de précarité, même les salariés qualifiés, en CDI, dans des grandes entreprises<sup>7</sup> seront tirés vers en bas et soumis à un stress de plus en plus important.

## **Sarkozy va aggraver la situation**

Et la situation va s'aggraver si Nicolas Sarkozy parvient à faire adopter la réforme du marché du travail qu'il vient d'annoncer. Avant d'être élu, Sarkozy avait dit qu'il voulait s'inspirer du modèle de flexi-sécurité qui existe au Danemark. En réalité, il va faire le contraire et réformer le marché du travail en s'inspirant de l'une des réformes les plus sinistres réalisées ces dernières années en Europe : la réforme Hartz 4.

Le 6 mars 2008, *Les Échos* ont publié un bilan complet des réformes Hartz<sup>8</sup> mises en oeuvre en Allemagne entre 2003 et 2005. L'objectif principal des lois Hartz était la lutte contre le "chômage volontaire". La mesure la plus importante fut une réduction très forte des indemnités versées aux chômeurs qui refusaient d'accepter des emplois en dessous de leur qualification. Avec cette réforme, les indemnités de chômage qui pouvaient être versées pendant 32 mois sont ramenées à 12 mois seulement. Au bout

<sup>7</sup> Cf les suicides de salariés chez Renault, une entreprise autrefois considérée comme une "vitrine sociale".

<sup>8</sup> Du nom du conseiller du chancelier Gerhard Schröder qui les a inspirés.

de 12 mois, le chômeur reçoit seulement l'équivalent du RMI (environ 350 euros par mois).

### **6 millions d'Allemands sont à 15 heures par semaine**

La réforme, très radicale, poussait les chômeurs à ne pas être trop regardants sur les emplois qu'on leur propose. L'impact sur les chiffres du chômage fut assez net : le chômage officiel est tombé en dessous des 4 millions. Hélas, selon les chiffres du gouvernement, un peu plus de 6 millions de salariés ont aujourd'hui des emplois de 15 heures par semaine.

15 heures par semaine, cela permet de sortir des statistiques du chômage mais pas de vivre correctement ! Certes, la réforme Hartz a permis de faire baisser les chiffres du chômage, mais elle a provoqué un déclassement social d'une ampleur jamais vue depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : selon *Les Echos*, « en 6 ans, 6,5 millions d'Allemands ont basculé de la "classe moyenne" vers la "classe défavorisée" et les 3/4 de la population s'inquiètent pour leur avenir. »

6,5 millions de "déclassés" en 6 ans.

1 100 000 par an. 90 000 par mois.

On a l'impression de les voir : presque 3.000 chaque jour, des hommes, des femmes, des enfants, qui tombent aux limites de la pauvreté, sans grand espoir de se relever... alors que jamais le pays n'a été aussi riche et aussi « compétitif » (plus de 130 milliards d'excédent commercial l'an dernier). C'est sinistre, absurde et inacceptable.

Et, économiquement, le fait que 6 millions d'Allemands tombent en dessous du seuil de pauvreté ou se maintiennent juste au-dessus (et que les 3/4 de la population s'inquiètent pour leur avenir) a évidemment un effet négatif sur la consommation des ménages :

« En un an, les ventes de détail ont chuté de 3,1 %.  
Sans le dynamisme des exportations,  
l'Allemagne connaîtrait une sévère récession. »

*Le Figaro Économie*  
4 avril 2008

### **Trouble au sein du SPD**

La publication de cette étude a provoqué beaucoup de remous chez nos amis socialistes allemands : "Il faudra un jour que Schröder se justifie. Il faudra que Schröder explique les raisons de cette réforme. Comment un gouvernement socialiste a-t-il pu organiser une telle régression ?"

«Schröder était un gars sympa et plein d'énergie<sup>9</sup>, explique un ami allemand. Les militants l'aimaient bien et le fonctionnement du SPD est tel qu'il n'y a pas eu de vrai débat au moment du vote des lois Hartz. C'est seulement quand Schröder a quitté le pouvoir après la défaite de 2005 que les militants ont commencé à se poser des questions. Une semaine après avoir quitté le pouvoir, il embauchait chez Rotschild, puis chez Poutine... Cela a troublé beaucoup de camarades. Mais quand il était au sommet de la pyramide, personne ne s'opposait vraiment à lui. C'était le Chef. On touche aux limites d'un système parlementaire dans une société fortement

---

<sup>9</sup> Un gars sympa et plein d'énergie, dont les réformes font basculer des millions de personnes vers la pauvreté... Toute ressemblance avec des personnages existant en France serait purement fortuite.

médiatisée : le Chancelier décide de tout avec deux ou trois conseillers et les députés sont priés de voter sans rechigner ce qui a été décidé à la Chancellerie (ou à Downing Street, dans le cas du système "parlementaire" britannique).»

Oui, cela mérite vraiment réflexion : comment les décisions d'un homme seul ou d'une petite équipe mènent à la régression sociale plusieurs millions de citoyens ? En petit comité, aujourd'hui, beaucoup de cadres et de militants du SPD sont amers et jugent que la réforme Hartz 4 était catastrophique.

### **Faut-il imiter les sociaux-démocrates allemands ?**

En France, tous ceux qui affirment que, pour actualiser sa doctrine, "le PS n'a qu'à se rapprocher des sociaux-démocrates allemands", ont-ils conscience de ce qu'ont fait Gerhard Schröder et ses amis ?

Certes, il y a eu le Congrès de Bad Godesberg au cours duquel les socialistes allemands ont abandonné toute référence au marxisme et accepté l'économie de marché. Certes, le SPD a modernisé sa doctrine avant le PS français. Mais Bad Godesberg, c'était en 1959... Avoir été moderne en 1959 ne suffit pas pour être moderne (juste et efficace) en 2008.

Sans doute, dans certains domaines, les socialistes allemands ont-ils des idées plus claires que nous (on y reviendra à propos de l'Europe), sans doute faut-il tout faire pour renouer avec eux des liens d'amitié et de coopération qui se sont bien distendus depuis quelques années, mais, en matière économique et sociale, il faut vraiment se désintéresser complètement de ce qui se passe en Allemagne pour ignorer que depuis quelques mois, le SPD est agité de débats de fond et ne prétend nullement servir de modèle à quiconque...

\* \* \* \* \*

En Allemagne, plus personne ou presque ne soutient la réforme Hartz 4, mais c'est de cette réforme catastrophique que Nicolas Sarkozy s'inspire pour réformer le marché du travail en France : au bout de 6 mois de chômage, le gouvernement veut supprimer les indemnités des chômeurs qui refusent deux fois de suite une offre d'emploi "raisonnable".

Qu'appelle-t-on une offre d'emploi "raisonnable" ? En allant sur le site du ministère du Travail, on peut observer quelles sont les offres d'emplois qui arrivent à l'ANPE :

### **Offres d'emploi déposées à l'ANPE**

Février 2008

Type A	Emplois durables (plus de 6 mois) y compris les CNE et les temps partiels	133 661
Type B	Emplois temporaires (1 à 6 mois)	121 907
Type C	Emplois occasionnels	41 086
<hr/>		
TOTAL des offres déposées		296 654

Plus de la moitié des offres correspondent à des emplois de moins de 6 mois ! Et dans les offres "durables" (plus de 6 mois !), on compte bon nombre de temps partiels...

### **Perdre 20 % ou 40 % de son salaire ?**

Qui plus est, le gouvernement considère comme "raisonnable" une offre dont le salaire est supérieur à 80 % du salaire de l'emploi occupé précédemment. C'est sans doute ce qu'il y a de plus dangereux dans la réforme envisagée par Nicolas Sarkozy : au bout de

6 mois, on pourra obliger un salarié au chômage à reprendre un emploi même s'il perd 15 ou 20 % de son salaire. Et au bout d'un an, le système serait plus strict encore :

« Au bout d'un an, un chômeur serait obligé d'accepter un emploi rémunéré à un salaire supérieur à l'allocation dont il bénéficie, allocation qui représente généralement 57 % du salaire antérieur.

*Le Monde*  
6 mai 2008

Au bout de 6 mois, le salarié au chômage peut être obligé d'accepter une perte de 20 % de revenu. Et, au bout de 1 an, il peut être forcé d'accepter une perte de 40 %... Et si, quelques mois plus tard, il est à nouveau licencié ? Il perdra encore 20 % ou 40 % ?

À force de stigmatiser les chômeurs-qui-ne-se-lèvent-pas-le-matin, on oublie que chacun(e) de nous peut être chômeur(se) un jour et que chacun(e) de nous peut avoir de vraies difficultés à retrouver un emploi. Que dirions-nous si, au bout de 6 mois de recherche infructueuse, on nous forçait à renoncer à 20 % de notre salaire ?

**Avec la réforme Hartz 4, on voit comment une réforme qui n'était destinée qu'à réveiller les mauvais chômeurs, a fait "plonger" plus de 6.000.000 de personnes !**

Sanctionner les fraudeurs est une chose. Précariser l'ensemble des salariés au chômage en est une autre. Les deux dossiers ne peuvent-ils pas être traités séparément ? Pendant sa campagne, Nicolas Sarkozy avait mis en avant le modèle de flexi-sécurité du Danemark. La réforme qu'il veut imposer aujourd'hui est exactement contraire au modèle danois. Au Danemark, du moment qu'il cherche vraiment un emploi ou qu'il est en formation, un salarié au chômage peut garder pendant QUATRE ANS une indemnité correspondant à 90 % DE SON SALAIRE.

Au Danemark, tout est fait pour que les salariés au chômage ne soient pas obligés d'accepter un déclassement salarial. Pour trouver un emploi à proximité de leur domicile, ils peuvent être incités à changer de métier et à se former, mais aucune contrainte ne pèse sur eux pendant QUATRE ANS pour les inciter à accepter des emplois moins bien payés. Du coup, il y a très peu d'emplois précaires et très peu de salariés pauvres<sup>10</sup>.

**Proportion de salariés en dessous du seuil de pauvreté**

*Les Echos* 21 avril 2008

Etats-Unis	25 %
Allemagne	22 %
Danemark	8 %

**Sur le marché du travail, Sarkozy a menti**

Avec la réforme Sarkozy-Fillon, tout est fait au contraire pour inciter les chômeurs à accepter, au bout de 6 mois, des emplois nettement moins bien payés. "Travailler plus pour gagner plus" qu'il disait...

"La réforme Sarkozy a été décalquée point par point sur ce qu'ont fait les Allemands, explique la correspondante d'Europe 1 à Berlin<sup>11</sup>. Lors de son voyage en Allemagne début mars, Nicolas Sarkozy avait dit : on va faire tout comme vous." 6.500.000

<sup>10</sup> Le Danemark refuse les petits boulots, mais du coup, depuis 10 ans, le Danemark a créé nettement moins d'emplois que nous. Si le Danemark avait la même démographie que nous, il aurait un chômage nettement plus élevé qu'aujourd'hui. Voilà pourquoi il faut sans aucun doute s'inspirer de ce qui marche au Danemark, mais ne pas "idéaler" le modèle danois.

<sup>11</sup> Europe 1, le 14 avril 2008.

personnes qui basculent vers la classe défavorisée et une consommation qui flanche ? C'est super. *On va faire tout comme vous !*

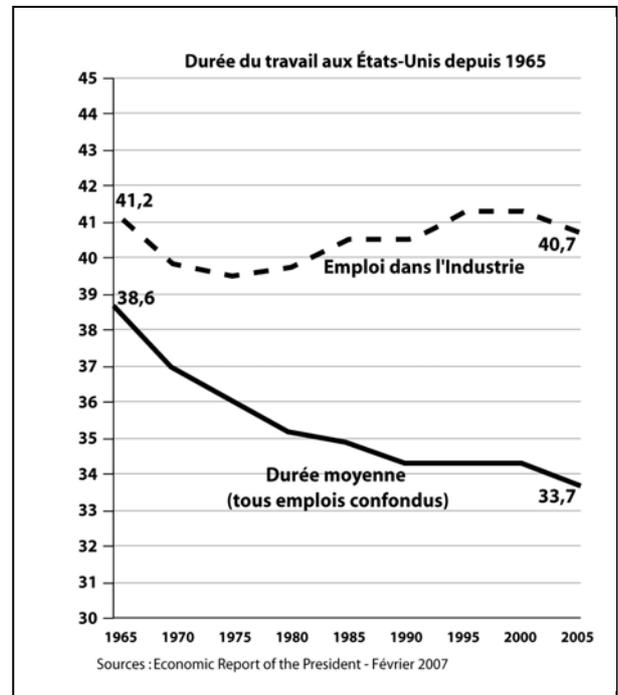
Mais la réforme Hartz 4 n'est pas le seul modèle de Sarkozy. Sa véritable inspiration, il la trouve aux Etats-Unis :

« J'aime l'énergie et la fluidité de l'Amérique.  
Voici un pays qui connaît le plein-emploi depuis près de quinze ans. »

Nicolas Sarkozy  
*Le Monde* 9 septembre 2006

À plusieurs reprises, depuis qu'il est à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a vanté le plein emploi américain. De quelle nature est ce "plein-emploi" ? Y a-t-il vraiment une exception américaine ? Alors que tous les pays occidentaux sont touchés par une précarité massive, les États-Unis ont-ils trouvé le moyen de donner à tous un vrai emploi ?

Hélas, si l'on en croit les chiffres donnés par la Maison-Blanche<sup>12</sup>, les États-Unis sont très loin du plein emploi. Il y a tellement de petits boulots que la durée moyenne du travail est tombée à 33,7 heures.



Le chiffre qui est toujours cité par la droite et le Medef (« Aux États-Unis, on travaille 40 heures par semaine ») ne correspond qu'à l'emploi industriel. Mais, si l'on intègre l'ensemble des emplois, tous secteurs confondus, on constate que la durée moyenne n'a cessé de diminuer depuis 40 ans et qu'elle n'est plus que de 33,7 heures. Et, si la durée moyenne n'est que de 33,7 heures, alors que ceux qui ont un "bon job" sont à 41 heures, c'est que des millions d'Américains travaillent moins de 25 heures par semaine.

### 33,7 heures en moyenne aux États-Unis

Voilà, en vérité, ce qu'est le "plein-emploi" de Nicolas Sarkozy. Lui qui est tellement allergique aux 35 heures, sait-il que les USA sont, en moyenne à 33,7 heures ? Et sait-il que la durée moyenne en Grande-Bretagne n'est que de 31,9 heures ?

Oui, vous avez bien lu : en Grande-Bretagne, la durée moyenne du travail (sans compter les chômeurs et les 2 millions de "handicapés" dispensés de recherche d'emploi) n'est plus, en janvier 2008, que de 31,9 heures par semaine. Le chiffre est tellement éloigné de tout ce que les libéraux nous rabâchent depuis des années que nous donnons l'adresse du site de l'INSEE anglaise à tous ceux qui veulent vérifier l'information par eux-mêmes<sup>13</sup>.

<sup>12</sup> Rapport économique du Président de 2007

<sup>13</sup> [http://www.statistics.gov.uk/downloads/theme\\_labour/LMS\\_FR\\_HS/WebTable07.xls](http://www.statistics.gov.uk/downloads/theme_labour/LMS_FR_HS/WebTable07.xls) Quand vous avez ouvert le tableau, descendez jusqu'à la case C-451 pour trouver les chiffres de janvier 2008. Ce sont des séries longues qui commencent en 1971, mais la colonne « durée totale moyenne » n'est pas documentée pour les premières années.

### 31,9 heures en Grande-Bretagne

Bien sûr (rassurons Nicolas et tous ses amis néo-libéraux), cette baisse du travail n'a pas été organisée par des négociations collectives ou par la Loi. Non ! C'est le marché, le Marché seul, dans sa grande sagesse, qui a réparti le travail entre, d'un côté, ceux qui ont encore un bon job, à 40 heures par semaine, et, de l'autre côté, des millions d'hommes et de femmes qui n'ont que de petits emplois avec des petits revenus.

Ce partage du travail qui ne dit pas son nom provoque évidemment un partage des revenus de plus en plus inégalitaire. En 2007, la Direction des études de BNP-Paribas a publié une étude assez troublante sur les États-Unis : le directeur des études a fait un grand *focus* sur « Inégalités et fonctionnement du marché du travail<sup>14</sup> ». Philippe d'Arvisenet relève que le partage du travail existant aux États-Unis amène à un partage des revenus de plus en plus inégalitaire :

« Pour la majorité des citoyens, la hausse des revenus réels (autrefois observée pour l'ensemble des catégories de revenus) est quasi interrompue. Il faut aller vers le milieu du décile supérieur<sup>15</sup> pour trouver une hausse du revenu réel dans les 5 dernières années. »

En clair : **seuls les 5 % les plus riches ont vu leurs revenus augmenter sur les cinq dernières années.** Les autres 95 % ont vu leur revenu stagner ou franchement décliner.

Voilà ce que donne le libéralisme triomphant.

Voilà ce que donne le partage du travail quand il est organisé par la "main invisible du marché".

Voilà ce que donne la liberté de "*travailler plus, sans le carcan des 35 heures*" dans un contexte de forts gains de productivité : aux États-Unis, il y a tellement de petits boulots que la durée moyenne du travail est tombée à 33,7 heures et 5 % seulement des citoyens ont vu leur revenus réels progresser sur les cinq dernières années.

**" 5 % seulement des Américains ont vu leurs revenus réels augmenter."**

Un tel niveau d'inégalité devrait avoir un impact très négatif sur la croissance car les 5 % les plus riches ne peuvent pas faire 18 repas par jour ni avoir tous 10 voitures garées devant leur maison. Quand 5 % seulement des citoyens accaparent l'essentiel des richesses nouvellement créées et qu'une majorité voit ses revenus stagner ou nettement diminuer, la croissance devrait s'arrêter, faute de consommation.

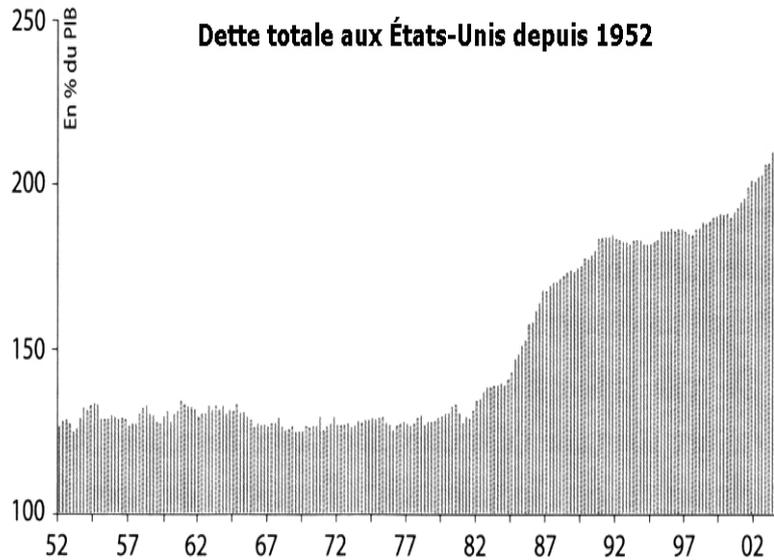
Comment le néo-libéralisme parvient-il en même temps à assurer des profits colossaux aux plus riches et à augmenter la consommation des classes moyennes et des pauvres dont le revenu régresse régulièrement ? La réponse est simple. Simple mais catastrophique : c'est uniquement en poussant la majorité des salariés et des chômeurs à s'endetter et à se surendetter que le libéralisme peut assurer en même temps des bénéfices colossaux à une infime minorité et une consommation élevée du plus grand nombre.

C'est en prenant du recul et en analysant les statistiques données par la Réserve fédérale pour les 50 dernières années que l'on comprend mieux l'ampleur et les déterminants réels de la crise de la dette qui vient d'éclater.

---

<sup>14</sup> Revue *Conjoncture* mars 2007, page 14.

<sup>15</sup> Pour analyser les revenus, les économistes « coupent » la population en déciles. Les 10% de citoyens les plus riches forment le décile supérieur. Les 10% les moins riches, le décile inférieur.



Les libéraux condamnent toujours très sévèrement l'accumulation de la dette publique, mais ils sont toujours très discrets sur le volume de dette privée accumulée dans les pays qu'ils prennent en modèle. Sur cette courbe, on suit l'évolution de la dette totale (familles + entreprises + collectivités) rapportée au PIB sur les 50 dernières années.

Jusqu'en 1980, les États-Unis fonctionnaient avec un compromis "fordiste" : entre 1907 et 1917, Henry Ford avait profondément réorganisé ses usines et doublé la productivité de ses chaînes. Pour doubler ses ventes, il s'était assez vite convaincu qu'il fallait augmenter les salaires des ouvriers afin qu'ils puissent eux-mêmes acheter des voitures. Il avait tenté de faire partager son analyse aux autres grands patrons américains, mais bien peu l'avaient suivi : la plupart préféraient garder pour eux et pour leurs actionnaires les profits réalisés grâce aux nouvelles méthodes de travail. Ce partage déséquilibré des fruits de la productivité fut une des causes majeures de la crise de 1929.

Après la guerre, pour éviter qu'une telle crise ne se reproduise, on mit en place des règles du jeu qui garantissaient **une progression régulière des salaires**. Ces règles "fordistes" furent à l'origine des 30 années de forte croissance que connurent les États-Unis et l'Europe...

Mais, **en 1981, Ronald Reagan arrive à la Maison-Blanche**. Avec Reagan, tout ce qui ressemble à une régulation collective du marché du travail est présenté comme une atteinte insupportable à la liberté individuelle (et on voit en URSS quelles horreurs ont provoquées ceux qui bafouaient les libertés individuelles...). Ce raccourci est évidemment assez scandaleux mais, avec Reagan ou Thatcher, les discours n'étaient pas toujours très subtils.

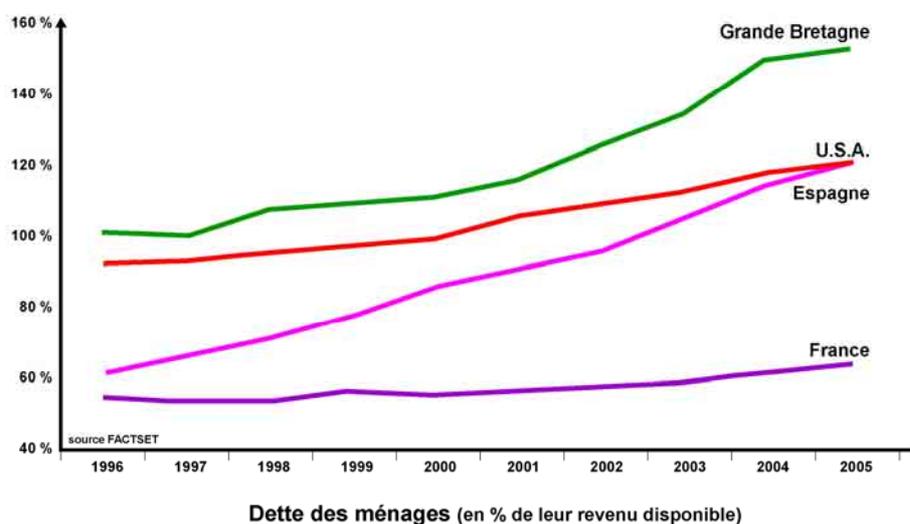
C'est à partir de l'arrivée de Reagan que la dette augmente : les libéraux baissent les impôts sur les plus riches, ce qui favorise la dette publique. Mais, plus fondamentalement, la dette privée augmente parce que la précarisation du marché du travail amène progressivement à une baisse de la part des salaires dans le PIB et qu'un nombre croissant de ménages américains sont obligés de s'endetter pour maintenir un haut niveau de consommation.

On voit ici que la question de la dette n'est pas une question annexe. Ce n'est pas un incident de parcours dû à l'inconscience de quelques traders isolés. Pour garantir aux

actionnaires des bénéfiques colossaux tout en assurant un haut niveau de consommation à l'ensemble de la population, **le néolibéralisme a structurellement besoin d'un endettement croissant.**

En 1929, quand éclata la dernière grande crise du capitalisme, la dette totale représentait 140 % du PIB. Elle dépasse aujourd'hui les 235 % du PIB. Et, si l'on tient compte de la dette du secteur financier, on atteint le ratio assez effrayant de 340 % du PIB. Il ne se passe plus une semaine sans que le FMI, la Banque mondiale ou des économistes de grand renom n'affirment que (sauf à changer radicalement nos politiques) on va vers "la crise financière la plus grave depuis 1929."

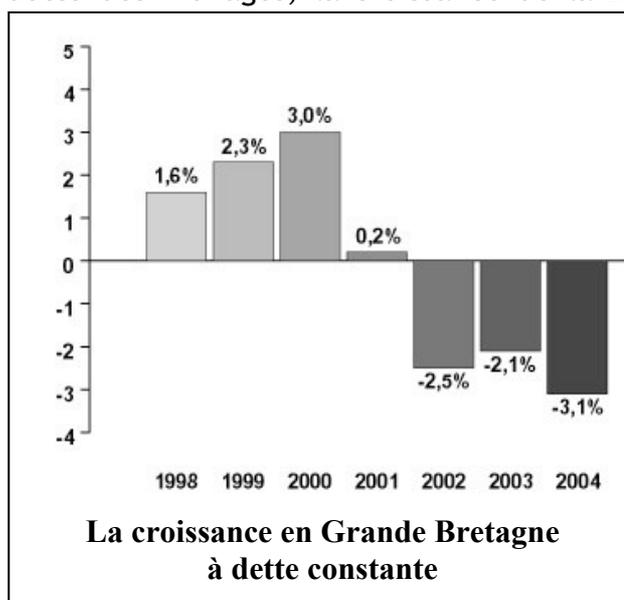
Hélas, les États-Unis ne sont pas une exception : Espagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Australie ou Nouvelle-Zélande, tous les pays que les libéraux nous donnent en modèle pour la réussite de leurs « réformes structurelles », ont un taux d'endettement des ménages catastrophique.



Comme l'explique Patrick Artus, "dans la zone euro, en dix ans, la dette privée est passée de 75 % à 145 % du PIB. Sans la dette des ménages, la croissance de la zone euro serait nulle depuis 2002."

Et, hors zone euro, la situation n'est guère plus réjouissante : en Grande-Bretagne, la dette des ménages dépasse les 160 % du revenu disponible. Une étude de Jean-Luc Buchalet et Pierre Sabatier montre que, sans l'augmentation de la dette des ménages, la Grande-Bretagne serait en récession depuis 2002 !

La dette privée est bien plus dangereuse que la dette publique. Sans doute ne faut-il pas sous-estimer les problèmes liés à la dette publique. Vu la part de nos impôts qui sert



chaque année à payer simplement *les intérêts* de la dette publique<sup>16</sup>, on ne peut évidemment pas considérer comme quantité négligeable le problème de la dette publique. Mais la dette publique est nettement moins dangereuse que la dette privée.

Quand la dette publique de la France atteint 64 % de son PIB ou quand la dette publique japonaise dépasse les 165 % du PIB (!), il n'y a pas de quoi pavoiser. Mais personne ne pense que l'État japonais ou l'État français va tomber en faillite et sera incapable d'honorer sa dette. Il n'y a pas de risque de cassure ou d'effondrement. En revanche, quand des millions de familles sont surendettées, quand en quelques semaines des millions de familles sont expulsées de leur logement et qu'une majorité de citoyens prend conscience qu'il faut absolument faire des économies pour rembourser les dettes accumulées, l'économie peut atterrir très brutalement !

Nous n'en sommes qu'au début de la crise aux États-Unis et le gouvernement fait tout pour limiter l'impact des subprimes<sup>17</sup> mais, déjà, les ventes de téléviseurs et les ventes de voitures ont plongé au mois de mars (moins 16 % en un mois). Quand l'huissier menace de vous expulser ou de saisir une partie de vos biens, vous pouvez facilement repousser de quelques mois (ou de quelques années) l'achat d'une nouvelle voiture ou d'un nouvel écran plat. Et quand des millions de familles font les mêmes économies au même moment, les entreprises qui fabriquent ces voitures et ces téléviseurs préparent quelques milliers de licenciements...

Les libéraux, depuis 20 ans, ont réussi à focaliser le débat sur la dette publique sans jamais parler de la dette privée (cf les critères de Maastricht). Sans doute, à court terme, la dette privée est-elle très rentable pour les banques qui poussent les familles à s'endetter (et qui conseillent certains politiques), mais on va constater bientôt que l'accumulation de dette privée peut provoquer des catastrophes en série.

Dans *Le Monde* du 31 août 2006, Nouriel Roubini, économiste de la Maison-Blanche sous Bill Clinton, affirmait déjà que "la probabilité d'une récession de l'économie américaine est désormais de 70 %". Ce à quoi Patrick Artus répondait "il n'y a pas de risque de krach dans l'immédiat. Mais, quand cela arrivera, le dollar va s'effondrer. Une énorme bombe à retardement va exploser sur les marchés financiers. Plus les années passent, plus le risque grandit."

**"Une énorme bombe à retardement va exploser... "**

Et si les États-Unis plongent, l'Europe plongera aussi, peu de temps après...

"Vu l'importance des déséquilibres accumulés, la question n'est pas de savoir s'il y aura ou non un ajustement, la seule question est : quand et avec quelles conséquences ?" écrivait en décembre 2005 le centre Bruegel, un groupe d'économistes basé à Bruxelles.

"Un tel ajustement promet d'être douloureux pour le reste du monde, et tout particulièrement pour la zone euro. (...) Dans le scénario le plus favorable, les exportations européennes se contracteraient de 233 milliards d'euros, entraînant la **perte de quelque 3 millions d'emplois en Europe.**

Le centre Bruegel demande instamment aux dirigeants européens de se préparer à cette crise."

---

<sup>16</sup> Les intérêts de la dette représentaient 9,9 % du budget de l'Etat en 1990. Ils représentent aujourd'hui 15 % du budget de l'Etat.

<sup>17</sup> Au dernier trimestre 2007, la dette totale a encore augmenté à un rythme de + 7,7 %. On a fermé le robinet des subprimes mais on a laissé tous les autres ouverts (cartes de crédit, crédits consommation, crédit revolving...). Voilà pourquoi la crise n'a pas encore réellement fait sentir ses effets.

Il y a déjà 4 millions de chômeurs et 6 millions de salariés pauvres en Allemagne. Il y a 4 millions d'inscrits à l'ANPE et des millions de précaires en France. Il y a 32 % d'emplois précaires en Espagne... Et les économistes du centre Bruegel estiment que *dans le scénario le plus favorable*, l'éclatement de la bulle américaine peut provoquer, en Europe, la perte de 3 millions d'emplois !

Nous vivons dans une société déjà profondément précarisée. Une société fatiguée par 30 ans de crise. Une société dans laquelle la méfiance vis-à-vis du politique est forte : 69 % des Français disent ne faire confiance ni à la droite ni à la gauche. Que peut-il se passer si, effectivement, une crise née aux États-Unis provoque quelques millions de pertes d'emplois ?

Les émeutes de novembre 2005 l'ont rappelé à ceux qui l'avaient oublié : nous sommes dans une société inflammable, une société à deux doigts de la crise de nerfs. Que se passera-t-il si, d'un coup, la crise s'aggrave sans qu'aucune force politique ne soit capable de proposer une stratégie de sortie de crise crédible ?

### Que se passera-t-il en Chine si la croissance américaine s'effondre ?

Si nous regardons ce qui se passe à l'autre bout de notre village-monde, nous comprenons mieux encore la gravité de ce qui se prépare : c'est sans doute en Chine que les conséquences d'une récession américaine, si elle était trop forte ou trop durable, seraient les plus graves car l'essentiel de la croissance chinoise vient de la consommation des États-Unis (et d'une bulle d'investissement qui peut éclater d'une année à l'autre).

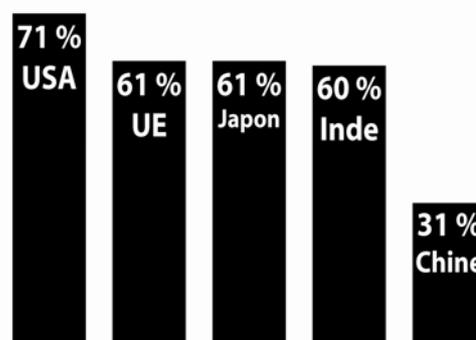
### Comme en 1929 ?

"La crise des années 30 est devant nous" Tel est le titre d'un livre publié en 2007 par le rédacteur en chef d'*Enjeux les Échos*. Il n'est pas le seul à faire le parallèle avec la crise de 1929. Il ne se passe plus une semaine sans que des économistes de haut niveau n'affirment que la crise financière qui s'annonce est la plus grave depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Alors posons franchement la question que tout le monde a en tête : la crise de 1929 a provoqué une crise sociale d'une très grande ampleur des deux côtés de l'Atlantique. Cette crise a favorisé l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît entre 1939 et 1945. Si le monde doit connaître dans les prochains mois ou les prochaines années une crise comparable à celle de 1929, le retour de la barbarie est-il possible ?

Hélas, nul ne peut être totalement optimiste car les déséquilibres financiers sont plus graves qu'en 1929 et nos économies sont plus interdépendantes qu'en 1929. Un chiffre suffit à dire l'ampleur de la dépendance de la Chine par rapport au reste du monde : dans la plupart des pays (Union Européenne, Japon, Inde), la consommation des ménages représente à peu près 60 % du PIB. Aux États-Unis, ce taux atteint 71 %. Mais en Chine, au contraire, la consommation des ménages représente seulement 31 % du PIB<sup>18</sup>.

L'essentiel du PIB chinois est tiré par les exportations et par l'investissement réalisé par

Part de la consommation des ménages dans le PIB



<sup>18</sup> Source OCDE 2008.

des entreprises qui veulent produire en Chine pour exporter vers le reste du monde.

Si les États-Unis tombent en récession et/ou si la bulle d'investissement chinoise éclate, la Chine peut subir une vraie crise économique. Avec quelles conséquences sociales ? La Chine connaît déjà de graves troubles sociaux : paysans expropriés, fonctionnaires licenciés, ouvriers qui attendent leur paie depuis trois mois... L'armée est souvent mise à contribution pour réprimer les manifestants de plus en plus nombreux. Alors que la croissance est forte et que le pays est censé baigner dans une douce euphorie, le nombre d'émeutes sociales a augmenté de 20 % en un an, selon les chiffres officiels !

Quels seraient, en Chine, les effets d'une récession ? Il n'y a pas de couverture sociale pour les chômeurs : pas d'allocation chômage, pas de RMI, pas de couverture santé... Les tensions montent entre la Chine et certains de ses voisins (Taiwan, Japon) et le budget militaire de la Chine a plus que doublé en 8 ans<sup>19</sup>!

Le déséquilibre constaté dans les naissances (118 garçons pour 100 filles en 2000) fait que des dizaines de millions d'hommes vont se retrouver célibataires forcés, sans doute frustrés affectivement et sexuellement. Si, en plus, ils sont des millions à se retrouver au chômage ! Sommes-nous sûrs que ce qui s'est passé en Allemagne entre 1929 et 1945 ne pourrait pas se reproduire en Chine dans les 20 ans qui viennent ?

#### **Taiwan jouera au XXI<sup>ème</sup> siècle le rôle qu'a joué l'Alsace-Lorraine**

« Taiwan jouera au XXI<sup>ème</sup> siècle le rôle qu'a joué l'Alsace Lorraine au siècle dernier. Après les Jeux olympiques de 2008 et à un moment où le ralentissement de la croissance chinoise poserait des problèmes sociopolitiques majeurs, la Chine pourrait lever ce qui lui reste d'inhibition tant vis-à-vis de Taiwan que du Japon (...) Le Japon a déclaré en février 2005 qu'il ne serait pas inactif dans l'hypothèse d'un conflit entre la Chine et Taiwan. »

Thérèse Delpech  
L'Ensaucement<sup>20</sup>

Si la croissance ralentit trop fortement, si la crise sociale s'exacerbe, qui dit que l'évolution de la Chine sera totalement pacifique ? En 1929, quand éclata la dernière grande crise, l'Allemagne était un grand pays démocratique (République de Weimar), qui avait donné au monde quelques-uns de ses plus grands philosophes et de ses plus grands musiciens. Quatre ans plus tard, Hitler arrivait au pouvoir !

Il ne s'agit pas d'avoir peur.

Il s'agit seulement de mesurer la gravité de la situation et **l'ampleur de nos responsabilités.**

Jaurès avait raison : **le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.** Faut-il attendre que le système se disloque, faut-il attendre que renaisse la barbarie pour inventer de nouvelles règles du jeu ?

---

<sup>19</sup> « La Chine pointe 900 missiles sur Taiwan », AFP 22/01/2007. « La Chine a testé des armes spatiales capables de neutraliser des satellites », AFP 19/01/2007. « La Chine a essayé un nouveau sous-marin nucléaire capable de lancer des missiles d'une portée de 8 000 kilomètres », AFP 2/03/2007. « La Chine a équipé certains de ses missiles d'un système de guidage infrarouge afin de pouvoir frapper des bâtiments américains croisant en Asie en cas de conflit sur Taiwan », AFP 16 mai 2007. « La Chine va augmenter de 18 % son budget militaire en 2008 », AFP 4/03/2008.

<sup>20</sup> *L'ensaucement*. Grasset, 2005. Thérèse Delpech a été la conseillère en géostratégie d'Alain Juppé quand il était Premier ministre.

Le monde est en feu ! Toutes les règles du jeu que la communauté internationale s'était données après la grande crise de 1929 ont été oubliées. Le capitalisme non-régulé nous mène dans le mur.

Depuis qu'a éclaté la crise des *subprimes*, Nicolas Sarkozy dit et répète que, pour sortir de la crise, il faut davantage de transparence. De la TRANS-PA-RENCE ! Dormez tranquilles, bonnes gens. Il suffit d'un peu de transparence pour que tout rentre dans l'ordre. Rien de plus ! Aucune remise en cause du système n'est nécessaire. Juste un peu de transparence...

Eh bien, chiche ! Soyons transparents. Mais pas transparents seulement sur l'écume de l'océan. Pas transparents seulement sur le glaçon qui flotte à vingt mètres de l'iceberg. Pas transparents seulement sur quelques banques qui ont poussé le bouchon un peu plus loin que les autres...

#### **Osons dire la gravité de la situation :**

- > 4 millions de chômeurs, des millions de précaires... Notre pays est englué et s'enfonce dans une crise sociale d'une extrême gravité que les chiffres officiels sous-estiment totalement ;
- > les prétendus "blocages de la société française" n'expliquent que très partiellement l'étendue des dégâts : la précarité est la même, à peu de chose près, dans presque tous les pays occidentaux ;
- > partout, le chômage et la précarité affaiblissent la capacité de négociation des salariés qui ont un emploi, ce qui provoque une forte baisse de la part des salaires dans le PIB. Cette baisse des salaires devrait ralentir fortement la croissance ;
- > la croissance que connaissent malgré tout l'ensemble des pays occidentaux depuis le début de la décennie est uniquement due à une hausse très forte de la dette des ménages ;
- > alors que tous nos dirigeants comptent sur une forte croissance pour faire reculer le chômage, aucun économiste sérieux ne pense plus que la croissance va accélérer. Au contraire ! Les déséquilibres des capitalismes américain et chinois font qu'une crise économique majeure peut survenir d'une année à l'autre. Cette crise aggravera très fortement la situation en Europe et peut ouvrir, à l'autre bout de notre village-planète, une nouvelle période de barbarie.

**Au même titre que la question environnementale, au même titre que la question alimentaire, la question sociale est maintenant une question de survie pour l'humanité.**

Ce système que Sarkozy vénère ("j'aime la fluidité des États-Unis", "je veux développer le crédit hypothécaire comme aux USA"), ce système nous mène dans le mur !

« On n'ose plus parler du capitalisme  
- je suis le seul à employer ce mot -  
alors que ce système vit une crise foudroyante  
et suicidaire à moyen terme pour l'humanité.

Nous, socialistes,  
*devrions* être bien placés pour l'expliquer et y répondre. »

Michel Rocard  
*Le Parisien* 25 août 2007

Nous autres, socialistes, qui donnons parfois l'impression de nous intéresser plus à nos querelles internes qu'à la marche du monde, avons-nous conscience de la gravité de la crise sociale dont souffrent des millions de nos concitoyens ? Avons-nous conscience de la gravité des déséquilibres accumulés par les néolibéraux ?

Au-delà des querelles de mots ("capitalisme", "libéralisme", "néo-libéralisme" ou "dérégulation"...), sommes-nous capables de dire haut et fort que l'idéologie du chacun pour soi, du laisser-faire et du profit à court terme nous mène à la catastrophe ? **Sommes nous capables surtout de construire une alternative ?**

\* \* \* \* \*  
\* \* \*

# Partie II : Comment agir ?

## 10 questions posées à toutes les motions

Vu la gravité des déséquilibres accumulés, une réponse strictement nationale est évidemment insuffisante. Une partie des leviers d'action se trouve au niveau international et au niveau européen.

### Question 1 : Convoquer un nouveau Bretton Woods

Vu la gravité de la crise monétaire et financière qui vient, il faut sans tarder convoquer un nouveau Bretton Woods. En 1944, dans cette petite ville du nord-est des États-Unis, on a réuni les 30 meilleurs économistes de la planète et on leur a dit (gentiment mais fermement) qu'ils ne sortiraient pas du village tant qu'ils ne se seraient pas mis d'accord sur de nouvelles règles du jeu monétaires et financières permettant d'éviter qu'une crise semblable à celle de 1929 puisse à nouveau se produire. Ils ont travaillé dur, pendant 3 semaines, pour construire un système qui a tenu 30 ans. Hélas, depuis le début des années 1970, les libéraux ont peu à peu démantelés les règles et les outils de Bretton Woods pour finir par accumuler des déséquilibres supérieurs à ceux de 1929...

Allons-nous attendre que la crise éclate et que la situation devienne ingérable pour convoquer un nouveau Bretton Woods ? Si tout le monde a conscience qu'on va dans le mur, qu'attendons-nous pour définir, au niveau mondial, de nouvelles régulations monétaires, financières, sociales et écologiques ? Demander 3 semaines de travail approfondi pour éviter une crise majeure, demander 3 semaines de travail pour 30 ans de stabilité, est-ce trop exiger ?

Puisque aucun organisme international ne le fait (« il ne faut pas inquiéter les marchés »), pourquoi la France et ses alliés européens n'en prendraient pas l'initiative ? Allons-nous attendre que le dollar s'écroule et que l'Europe perde au minimum 3 millions d'emplois (Cf le rapport du centre Bruegel) pour calmer le jeu sur les marchés monétaires ?

Depuis un an, sur ces questions cruciales pour notre avenir, Nicolas Sarkozy n'a rien dit, et surtout rien fait. Nous, socialistes, qu'attendons-nous pour agir ?

### Question 1 :

**Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS organise sans tarder avec l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) une grande Conférence internationale<sup>21</sup> pour définir de nouvelles règles du jeu en matière monétaire et financière ?**

---

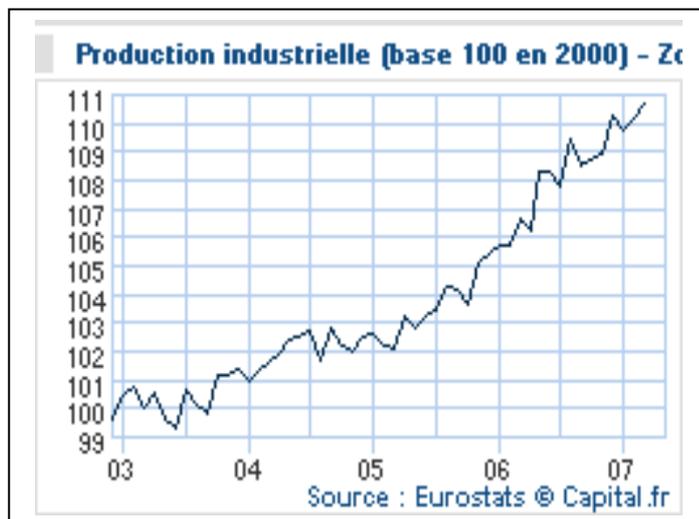
21 Dans *Le Monde* du 22 mai 2008, Jacques Delors, Helmut Schmidt, Lionel Jospin, Poul Rasmussen et Michel Rocard (entre autres) tirent la sonnette d'alarme et demandent l'organisation d'une telle Conférence internationale. Si aucune autorité internationale ne les écoute, pourquoi les socialistes européens ne prendraient-ils pas l'initiative ?

## Question 2 : Réguler la mondialisation ?

Les questions monétaires et financières ne sont pas les seules sur lesquelles nous devons agir. C'est l'ensemble des règles du jeu du commerce mondial qu'il faut revoir. Ce qui suppose d'abord que nous soyons au clair sur notre analyse de la mondialisation.

La mondialisation est-elle coupable du chômage et de la précarité qui gangrènent notre pays depuis trente ans ? Non. Pour le moment, globalement, la mondialisation ne semble pas coupable. Certes, il y a des délocalisations, et chaque fermeture d'usine est une catastrophe pour les familles et les collectivités concernées, mais on ne peut pas expliquer nos 4 millions de chômeurs et nos millions de précaires par la mondialisation.

La production industrielle réalisée sur le territoire national et sur le territoire européen continuent d'augmenter chaque année. En 2007, encore, la production réalisée en France a augmenté de 1,7 %. Ce n'est pas colossal, mais cela signifie que notre industrie résiste ! Le nombre de tonnes d'acier, de voitures, de parpaings et de jambon produits en France continue d'augmenter chaque année. **Pour le moment, on ne peut donc pas expliquer le chômage par une hémorragie de notre production industrielle.**



Certes, il y a des délocalisations, mais globalement, l'activité industrielle continue d'augmenter sur notre territoire et notre balance commerciale prouve notre compétitivité :

- > jusqu'en 2003, notre balance commerciale était excédentaire
- > aujourd'hui encore, contrairement à ce que l'on pourrait croire, **hors-Europe, notre balance commerciale est équilibrée et même un peu excédentaire**

Malgré le prix du pétrole,  
Malgré le haut niveau de l'euro,  
Malgré la concurrence déloyale de la Chine,  
la France est l'un des rares pays d'Europe à avoir une balance commerciale excédentaire hors Europe<sup>22</sup>.

### **Balance commerciale extra-communautaire ( hors Union Européenne à 27)**

Chiffres Eurostat pour février 2008

Allemagne	+ 6,3 Mds
Irlande	+ 1,0 Mds
<b>France</b>	<b>+ 0,6 Mds</b>
Italie	- 1,3 Mds
Espagne	- 4,6 Mds
Royaume Uni	- 5,9 Mds

<sup>22</sup> *Le Monde Economie* 14 mai 2008

Le Medef et la droite ne cessent de dire et de répéter que la France n'est pas compétitive (et *donc* que les salariés doivent faire des sacrifices...) mais c'est faux : globalement, LA FRANCE EST COMPETITIVE.

Cela ne signifie pas que nous devons nous endormir sur nos lauriers.

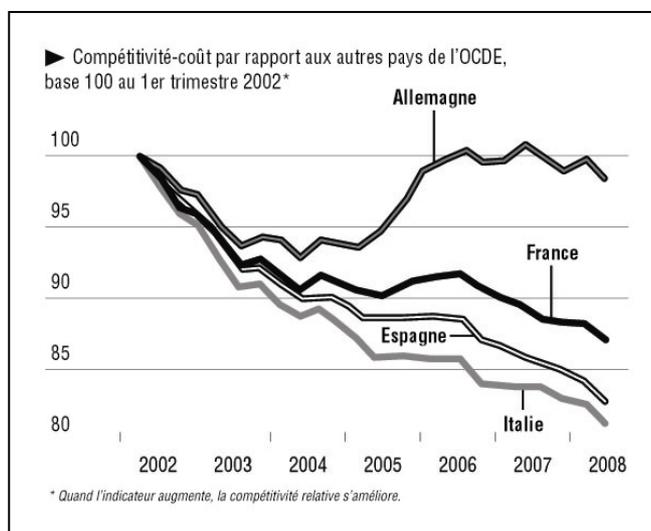
Cela ne signifie pas, évidemment, qu'il ne faut pas investir plus et mieux dans la recherche, dans l'université ou dans le développement des PME mais, globalement, face au reste du monde, nous sommes compétitifs. Nous sommes l'un des 7 pays d'Europe (7 sur 27...) qui dégage un excédent commercial avec le reste du monde.

**Expliquer la crise sociale par un défaut de compétitivité (ce que fait le Medef) ou par la mondialisation (ce que fait une partie de l'extrême gauche) n'est pas sérieux : pour le moment, la France est compétitive et tire correctement son épingle du jeu dans la mondialisation.**

Certes, nous dira-t-on, la France est excédentaire hors-Europe mais elle est déficitaire dans le commerce intra-européen. C'est vrai ! La moitié de notre déficit commercial est due à nos seuls échanges avec l'Allemagne. Depuis 2000 (et surtout depuis 2004), l'Allemagne a très fortement diminué ses coûts salariaux et, début 2007, elle a augmenté la TVA. Ces deux évolutions pèsent évidemment sur la consommation des ménages allemands. Et comme l'Allemagne est notre premier client, nos exportations vers l'Allemagne en souffrent. Qui plus est, les produits allemands étant moins chers, les entreprises allemandes nous prennent des parts de marché en Italie ou en Espagne.

Quand Nicolas Sarkozy et le Medef expliquent que c'est à cause des 35 heures que la France a un déficit commercial, c'est faux. Ils mentent et ils savent qu'ils mentent. Cette courbe, publiée dans *Le Figaro Economie* du 7 février 2008 montre comment tous les pays d'Europe ont vu leur compétitivité diminuer par rapport au reste du monde à partir de 2000 à cause de la hausse de l'euro.

Jusqu'en 2003, la compétitivité de l'Allemagne diminuait comme celle de la France ou de l'Italie. En 2003, au lieu d'essayer d'agir sur l'euro (c'est "le débat interdit" dirait Jean Paul Fitoussi), l'Allemagne entre dans une stratégie de dumping salarial et fiscal par rapport aux voisins européens.



L'étude publiée dans *Le Figaro* montre que les 35 heures (mises en œuvre avant 2002) n'expliquent pas le décrochage observé en 2004 entre l'Allemagne d'un côté et tous les autres pays européens de l'autre.

L'étude publiée dans *Le Figaro* montre aussi que de tous les pays qui n'ont pas choisi la voie du dumping, c'est la France qui a le mieux maintenu sa compétitivité. Ce qui amène à relativiser franchement tous les discours catastrophistes du Medef.

## Question 2 :

Pour leur donner un minimum de culture économique, souhaitez-vous que le PS abonne Nicolas Sarkozy et les dirigeants du Medef au *Figaro* ?  
Ça leur éviterait de dire trop de blagues en économie !

Faut-il imiter l'Allemagne dans sa stratégie de dumping social ? C'est ce que suggèrent bon nombre d'économistes (et pas seulement à droite) quand ils disent que "comme l'Allemagne, la France doit améliorer son offre". Faut-il comprimer (encore plus) les salaires ? Vu l'insatisfaction exprimée de plus en plus fortement par des millions d'Allemands, ce n'est pas évident. Et d'un point de vue économique, pourquoi baisser les salaires alors que notre balance est équilibrée vis à vis du reste du monde ? Si tous les pays de la zone euro baissent leurs salaires, qui achètera nos produits ?

En mars, en France, la consommation des ménages a baissé de 1 %. En avril, elle a chuté à nouveau assez fortement (- 0,8%). Faut-il suivre le Medef quand il prétend que l'on surestime les problèmes de pouvoir d'achat et qu'on doit se focaliser sur notre compétitivité ?

Si l'on veut éviter que les pays d'Europe soient tentés les uns après les autres d'imiter et d'amplifier le dumping salarial, il faut négocier au niveau européen un Traité social, avec des critères de convergence sociaux, qui oblige les 27 états membres à converger "vers en haut" en matière sociale comme ils ont su converger en matière économique grâce aux critères de Maastricht.

### Jacques Delors demande un protocole social

Comment ne pas partager les réserves exprimées par Jacques Delors le 20 juin 2007 quand il quittait l'Élysée après avoir parlé avec Nicolas Sarkozy du mini-traité en préparation ? "Tout d'abord, il faut un protocole social, afin de bien montrer qu'on concilie l'efficacité économique et la justice sociale, affirmait Jacques Delors. Deuxièmement, il faut un rééquilibrage entre l'économie et la monnaie. Ce sont deux points essentiels." Hélas, ces deux points sont totalement absents du mini-traité.

"Je conjure nos partenaires européens d'entendre la voix des peuples qui veulent être protégés, affirmait Nicolas Sarkozy, avec des trémolos dans la voix, pendant la campagne présidentielle. Je les conjure de ne pas rester sourds à la colère des peuples." Il voulait un changement radical des politiques européennes et personne ne le détournerait de cet objectif ! Comment a-t-il pu oublier aussi vite des discours qu'il lisait avec autant de passion ?

Le 24 mars 2007, quand tous les Chefs d'état se retrouvaient à Berlin pour fêter les 50 ans du traité de Rome, Angela Merkel expliquait qu'il fallait "négocier un protocole social" et, le même jour, Romano Prodi affirmait dans *Le Monde* qu'il fallait "ajouter un chapitre social au traité en négociation". En mars 2004, quand il était Président de la Commission européenne, Romano Prodi avait publiquement soutenu le projet de Traité de l'Europe sociale rédigé par quelques socialistes français, avec le soutien de 400 personnalités issues de 9 pays de l'Union<sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Voir Stéphane Hessel, Pierre Larroustourou et Michel Rocard "5 critères pour l'Europe sociale" dans *Le Monde* du 9 juin 2004.

On ne peut donc pas dire que nos partenaires étaient hostiles à une réflexion sur le fond des politiques européennes. Quant à la négociation, il était prévu qu'elle dure jusqu'à la mi-2009. Alors pourquoi Nicolas Sarkozy a-t-il voulu boucler aussi vite la négociation, en négligeant totalement les questions économiques, sociales et monétaires ? De guerre lasse, les autres dirigeants européens ont laissé faire, comme ils avaient laissé faire au Sommet de Nice...

#### **Question 2**

**Etes-vous favorable à la négociation d'un véritable Traité de l'Europe sociale comprenant des critères de convergence sociaux aussi précis et contraignants que l'étaient les critères financiers du Traité de Maastricht ?**

**Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS propose à l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) de se réunir pour réfléchir au meilleur moyen de négocier très vite un vrai Traité social ?**

**\* \* \* \* \***

### Question 3 : Créer un impôt européen sur les bénéfices ?

Depuis l'adhésion de l'Irlande et de la Grande-Bretagne en 1973, tous les états européens sont poussés au moins-disant fiscal par les états qui baissent leur impôt sur les bénéfices pour attirer les entreprises. L'Irlande a baissé son taux à 12 %... et tous les états membres ont du baisser leur impôt sur les bénéfices. En 2005, l'Estonie a mis carrément un taux 0 sur les bénéfices réinvestis, obligeant les voisins à diminuer leur impôt. Et comme les voisins baissent leur impôt sur les bénéfices, l'Allemagne le fait aussi. Et l'Espagne suit le mouvement...

Au niveau européen, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices a baissé d'un tiers en vingt ans. Ce moins-disant fiscal est évidemment l'une des premières causes de l'endettement public.

**Jamais il n'y a eu autant de bénéfices** (plus de 550 Milliards d'euros l'an dernier pour les seules entreprises du DJ Stox 600) **mais jamais on n'a autant baissé l'impôt sur les bénéfices !** La dernière fois que l'on a connu une telle course au moins disant fiscal, c'était aux Etats Unis dans les années 1920. Ce fut l'une des causes de la crise de 1929 : le Texas baissait ses impôts pour attirer les entreprises. Puis c'est la Floride qui baissait l'impôt sur les bénéfices. Puis l'Ohio baissait ses taxes... Les entreprises (et leurs actionnaires) profitaient sans complexe de ce dumping fiscal. Jusqu'à ce qu'éclate la crise de 1929. Les états se rendirent compte alors que leurs caisses étaient vides et qu'ils n'avaient pas les moyens d'aider les chômeurs ni de relancer l'activité en augmentant les dépenses publiques !

Suite à la crise de 1929, les Américains ont compris que **le dumping fiscal entre états voisins était suicidaire** et ont profondément modifié leur fiscalité. Aux Etats-Unis, aujourd'hui, les impôts fédéraux (prélevés par Washington) représentent plus de 60 % des impôts alors que les impôts prélevés par les états (Texas, Floride, Ohio...) et les communes représentent moins de 40 %. Cette répartition des prélèvements limite fortement le risque de concurrence fiscale entre Etats. En Europe au contraire, il n'y a pas d'impôt européen. Ce qui favorise grandement le dumping entre états. Une étude du cabinet KPMG publiée dans *Le Monde* du 12 avril 2006 montre que le taux moyen d'impôt sur les bénéfices des entreprises n'est plus que de 25 % en moyenne en Europe contre 40 % aux Etats-Unis.

#### Taux moyen d'impôt sur les bénéfices des entreprises

U.S.A.	40 %
Europe	25 %

#### C'est le monde à l'envers.

On croyait que les Etats-Unis étaient les plus libéraux mais il taxent nettement plus que nous les bénéfices des entreprises ! 40 % contre 25 % seulement en Europe. 15 points de différence ! Ce n'est pas négligeable.

Tout seul, aucun pays d'Europe ne peut augmenter de 15 points son taux d'impôts sur les bénéfiques des entreprises. Mais rien ne nous empêche de le faire au niveau européen. La création d'un impôt européen sur les bénéfiques devient une priorité<sup>24</sup>.

### **18 milliards de marges de manœuvre**

Cette année, la France va payer 18 milliards d'euros au budget européen. Si le budget européen était financé par un impôt européen, **ces 18 milliards pourraient rester dans le budget français** pour maîtriser la dette mais aussi financer l'hôpital, le logement, la justice, la recherche, l'éducation, la Poste et la décentralisation...

### **Quel impôt européen ?**

On peut envisager de créer très vite un impôt sur les bénéfiques des entreprises puisque c'est l'impôt sur les entreprises qui a fortement diminué depuis 20 ans, au profit des actionnaires bien plus que de l'investissement. Une éco-taxe permettrait également de renforcer les ressources propres de l'Europe, tout en incitant les entreprises à lutter vraiment contre l'effet de serre. Mais pourquoi ne pas ouvrir aussi le débat sur la création d'une **Taxe Tobin améliorée** ? Ce mécanisme est sans danger s'il est mis en place au niveau d'une grande zone monétaire comme la zone euro. Même Edouard Balladur y est favorable. Il l'a rappelé récemment sur France Inter.

Le 18 janvier 2006, devant le Parlement européen, le chancelier autrichien Wolfgang Schäussel (homme de droite parfois allié à l'extrême droite) affirmait lui-même qu'il fallait donner à l'Europe des ressources propres et qu'il était "absurde" que les transactions financières à court terme ne soient pas taxées. De plus, une Taxe Tobin améliorée (le taux prélevé diminue si l'acheteur conserve longtemps les euros qu'il a achetés) introduirait une certaine rugosité sur les marchés des changes et limiterait la spéculation. Retrouver une certaine stabilité monétaire est, en soi, un objectif important au moment où les déséquilibres américains risquent de provoquer une énorme crise sur les marchés financiers !

### **L'Europe est à la croisée des chemins.**

Au moment où les peuples s'interrogent sur le contenu réel du projet européen, la question fiscale est fondamentale. L'Europe est-elle fidèle aux promesses de son baptême (un espace de coopération et de régulation) ou est-elle devenue une zone de libre échange où la concurrence de tous contre tous fait chaque jour plus de dégâts ?

Créer un impôt européen sur les bénéfiques serait une façon très concrète de répondre à cette question et **si nous pouvions nous donner 18 milliards de marge de manœuvre pour le budget français, sans doute nos projets en matière d'éducation, de santé, de recherche, de réforme fiscale ou de péréquation entre territoires seraient-ils nettement plus crédible !** Si même Balladur et Schäussel sont d'accord pour créer un impôt européen sur les bénéfiques ou sur la spéculation, qu'attendons-nous pour lancer une négociation ?

### **Question 3**

**Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS propose à l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) de se réunir très vite pour réfléchir au meilleur moyen de donner à l'Europe des ressources propres en créant un impôt européen sur les bénéfiques, une éco-taxe et/ou une Taxe Tobin ?**

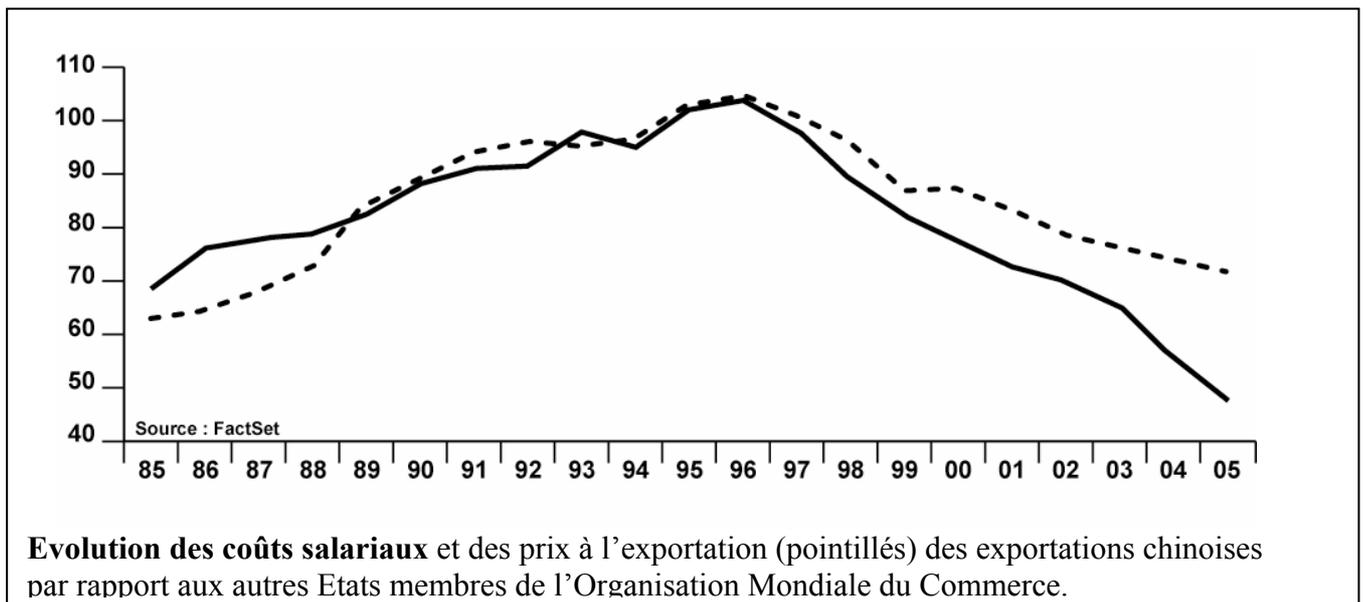
---

<sup>24</sup> Cf "Pour un impôt européen" par Alain Trautmann, Patrick Pelloux, Claudy Lebreton, Alain Rousset et Pierre Larrourou dans *Le Monde* du 23 mars 2005.

#### Question 4 : Négocier avec la Chine des montants compensatoires ?

Pour le moment, on l'a vu plus haut, l'Europe tire son épingle du jeu dans la compétition mondiale : la production industrielle réalisée sur le territoire français comme sur le territoire européen continue à progresser chaque année. *Pour le moment*, la mondialisation n'explique pas le chômage. Mais qu'en sera-t-il dans quinze ans si les évolutions en cours se prolongent ?

Depuis 1997, les coûts salariaux diminuent nettement en Chine. La Chine a décidé d'adhérer à l'OMC et mise sur les exportations pour tirer sa croissance. Dans la majorité des entreprises chinoises, les droits fondamentaux des salariés ne sont pas respectés. Et la plupart des contraintes environnementales imposées aux entreprises européennes sont inconnues en Chine. De plus, la monnaie chinoise est sous-évaluée de 30 ou 40 %.



**Evolution des coûts salariaux et des prix à l'exportation (pointillés) des exportations chinoises par rapport aux autres Etats membres de l'Organisation Mondiale du Commerce.**

#### "La Chine va-t-elle tous nous détruire ?"

Tel est le titre d'une étude publiée en 2005 par les économistes de la Caisse des dépôts, qui ne partagent pas l'optimisme béat de certains de nos dirigeants vis-à-vis de la mondialisation<sup>25</sup>. Tant que la mondialisation mettait en concurrence des pays qui, tous, donnaient des salaires corrects à leurs salariés et respectaient les libertés syndicales, l'Europe tirait son épingle du jeu tout à fait correctement. Mais l'arrivée de plusieurs centaines de millions de salariés travaillant 70 heures par semaine et dormant parfois dans des dortoirs au détriment de leur vie de famille, change fondamentalement la donne.

La Chine vient d'annoncer qu'elle se donnait 15 ans pour concurrencer Airbus et Boeing en produisant des avions à des coûts qui défient toute concurrence. Le déficit de l'Union européenne avec la Chine a été multiplié par 6 en 6 ans. Si nous restons sans réagir, dans 15 ans, que restera-t-il de notre industrie ?

#### Que faire ? L'Europe peut-elle se protéger ?

Nous avons le droit et le devoir de protéger notre modèle social et nos normes environnementales face à un pays-continent qui ne les respecte absolument pas. Mais

<sup>25</sup> La Chine va-t-elle tous nous détruire ? Recherche économique CDC Ixis 2 septembre 2005

on a dit plus haut à quel point la situation sociale est explosive en Chine. Si l'Europe rentre en conflit avec la Chine, si l'Europe met en place une politique bêtement protectionniste au moment où la consommation américaine diminue, nous risquons d'aggraver la crise chinoise, avec tous les dangers évoqués plus haut.

Pour inciter très fortement la Chine à changer de modèle de croissance et à respecter les règles sociales du BIT, nous pouvons nous inspirer des outils qui ont aidé la France, l'Allemagne et l'Italie à faire converger leurs économies : à partir de 1969, l'idée d'aller vers un marché unique et une monnaie unique était acquise chez les dirigeants européens mais les différences de compétitivité rendaient la convergence des économies très chaotique.

Pendant 30 ans, quand l'Italie ou la France annonçait qu'elle dévaluait sa monnaie, tout le monde savait que, sans décision politique, cette dévaluation allait nuire fortement aux ventes des industriels et des paysans des pays qui n'avaient pas dévalué. C'est pourquoi, dans les 48 heures qui suivaient la dévaluation, des experts calculaient des Montants Compensatoires (un système de taxes et de subventions) qui compensaient une bonne partie de la dévaluation. C'était compliqué. Jamais parfait. Toujours un peu conflictuel. Mais, *cahin-caha*, cela nous a permis de tenir bon pendant 30 ans et d'arriver à faire converger nos économies et nos monnaies.

Faut-il attendre que nos relations avec la Chine deviennent explosives pour lui proposer de mettre en place les outils que nous, pays d'Europe, avons mis en place il y a 30 ans ?

### **Des montants compensatoires pour faire respecter les normes sociales**

En négociant des Montants compensatoires avec la Chine, nous chercherons, non pas à casser sa croissance (ce que ferait une politique bêtement protectionniste) mais à inciter et aider les dirigeants chinois à changer de modèle de croissance : au lieu de miser essentiellement sur les exportations et sur l'investissement, il faut (au moins le temps d'une transition<sup>26</sup>) que la croissance chinoise soit tirée par la consommation intérieure, ce qui suppose d'augmenter les salaires, de créer un système de Sécurité sociale, de développer le système éducatif et les programmes de sauvegarde de l'environnement.

Officiellement, la durée du travail est de 40 heures en Chine, mais le dernier rapport du Bureau International du Travail (BIT) indique que des centaines de millions de Chinois travaillent 70 heures par semaine pour des salaires ridicules. Beaucoup vivent dans des conditions de promiscuité qui rendent impossible une vie de famille. Au nom de la dignité de l'Homme, pour permettre à tous les Chinois de vivre dignement, pour préserver aussi le modèle social européen, ne faut-il pas inciter très fortement la Chine à respecter vraiment les droits sociaux qu'elle reconnaît officiellement comme tous les membres du BIT ?

### ***Ni naïveté, ni agressivité***

Il est urgent que l'Europe sorte de sa naïveté libre-échangiste vis-à-vis de la Chine, sans pour autant rentrer dans la logique de conflit que veulent adopter certains parlementaires américains.

Dans une logique de coopération, l'Europe doit annoncer que, d'ici 5 ans, si la Chine ne respecte pas les normes sociales du BIT, si elle ne respecte pas les normes

---

<sup>26</sup> Tant que l'Europe n'aura pas apporté la preuve qu'on peut sortir du chômage sans une croissance forte.

environnementales internationales, si elle continue à sous-évaluer sa monnaie, les produits importés de Chine seront taxés aux frontières de l'Europe.

Le seul fait d'annoncer que l'Europe sort de sa torpeur et qu'elle est décidée à protéger son modèle social, ferait diminuer très vite le flux des délocalisations : quelle entreprise ira produire en Chine si les produits importés de Chine risquent d'être bientôt taxés à 40 ou 50 % ?

Pour éviter que les tensions qui montent ne débouchent sur des conflits majeurs, l'Europe doit très vite puiser dans son histoire, les méthodes, les outils et la volonté qui permettront de construire un nouvel équilibre international. Quelles que soient ses faiblesses, l'Europe a aujourd'hui un rôle historique à jouer en proposant aux peuples des 6 continents de construire les coopérations que nous avons construits à 6 pays, au lendemain de la guerre.

« La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. »

Robert Schuman

Déclaration du 9 mai 1950

« Il nous faut apprendre à vivre comme des frères, ou nous préparer à mourir comme des imbéciles. »

Martin Luther King

Robert Schuman et Martin Luther King avaient tous les deux la même volonté : construire la Paix. Tous les deux sont considérés aujourd'hui comme des grands hommes mais, à l'époque, leurs combats n'avaient rien d'évident : l'un voulait construire la Paix entre les Français et les boches. L'autre voulait construire la Paix entre les Blancs et les négros...

Tous les deux avaient fondamentalement raison :

« La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. Il nous faut apprendre à vivre comme des frères ou nous préparer à mourir comme des imbéciles. »

Voilà la maxime que nous devrions rajouter à notre déclaration de principe. Voilà la règle du jeu que devront avoir toujours à l'esprit les Européens qui iront négocier avec les Chinois.

#### **Question 4**

**Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS propose à l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) de se réunir pour réfléchir au meilleur moyen de rééquilibrer les relations entre la Chine et l'Europe ?**

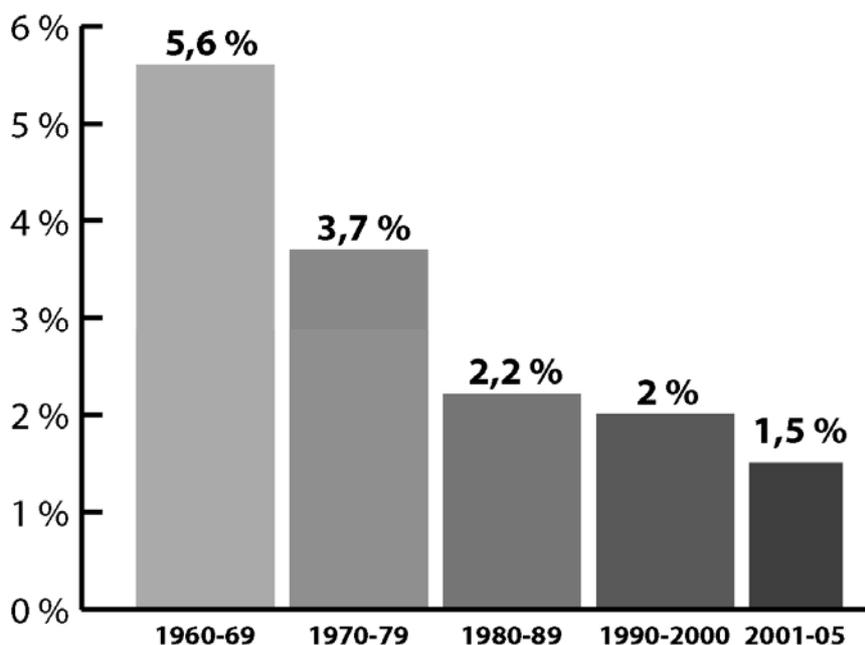
**Etes-vous d'accord pour que soit mis en débat un système de Montants compensatoires qui incite très fortement la Chine à respecter d'ici 5 ans un certain nombre de règles écologiques et l'ensemble des règles sociales du BIT qu'elle a signées avant d'adhérer à l'OMC ?**

### Question 5 : faut-il encore et toujours miser sur la croissance ?

Après avoir rapidement évoqué les chantiers internationaux prioritaires si l'on veut éviter un effondrement du système économique mondial, il est temps de regarder ce que nous pouvons faire en France pour sortir de la crise sociale.

Pour sortir de la crise, Nicolas Sarkozy mise tout sur la croissance. Il nous avait promis un "choc de confiance", un "choc de croissance". Hélas, un an après son arrivée, plus personne n'y croit. Il est rattrapé par les déséquilibres du modèle américain (qu'il voulait copier), et la croissance est mise à mal par ses propres choix : donner presque 15 milliards aux Français les plus riches puis, toutes les semaines, annoncer aux classes moyennes qu'elles doivent se serrer la ceinture (baisse des retraites, baisse des remboursements de la Sécu, baisse des allocations familiales...). On voit mal comment cette politique pourrait durablement relancer la croissance. Nicolas Sarkozy et Christine Lagarde étaient encore en train de s'autocongratuler pour les bons chiffres du 1<sup>er</sup> trimestre 2008, que déjà la Banque de France annonçait que le 2<sup>ème</sup> trimestre serait nettement moins dynamique...

Mais, au-delà du "cas Sarkozy" et des erreurs (assez incroyables) accumulées depuis un an, est-il bien sérieux de miser encore et toujours sur le retour de la croissance ? Depuis 30 ans, les uns après les autres, tous les présidents et tous les Premiers ministres nous expliquent que la croissance va revenir et va régler le problème du chômage : « Les indicateurs passent au vert. » « La croissance revient. La crise est derrière nous. »... Est-ce bien crédible ?



En observant l'évolution de la croissance sur les 45 dernières années, il est difficile de croire que « la croissance va revenir » et régler, seule, tous nos problèmes... Comment s'étonner de la mollesse de la consommation quand on compte 4 millions de chômeurs, des millions de précaires et des millions de salariés inquiets pour leur avenir ? Par peur du chômage, par peur de la baisse des retraites, nombreux sont ceux qui épargnent et limitent leur consommation.

Non ! Monsieur Sarkozy. **La croissance ne va pas revenir.** Nous avons au dessus de nos têtes l'épée de Damoclès de la dette américaine. Nous avons devant nous l'augmentation du prix du pétrole. Nous avons une planète à préserver pour nos enfants. Et, de toute façon, même les pays qui (en s'endettant) ont affiché une

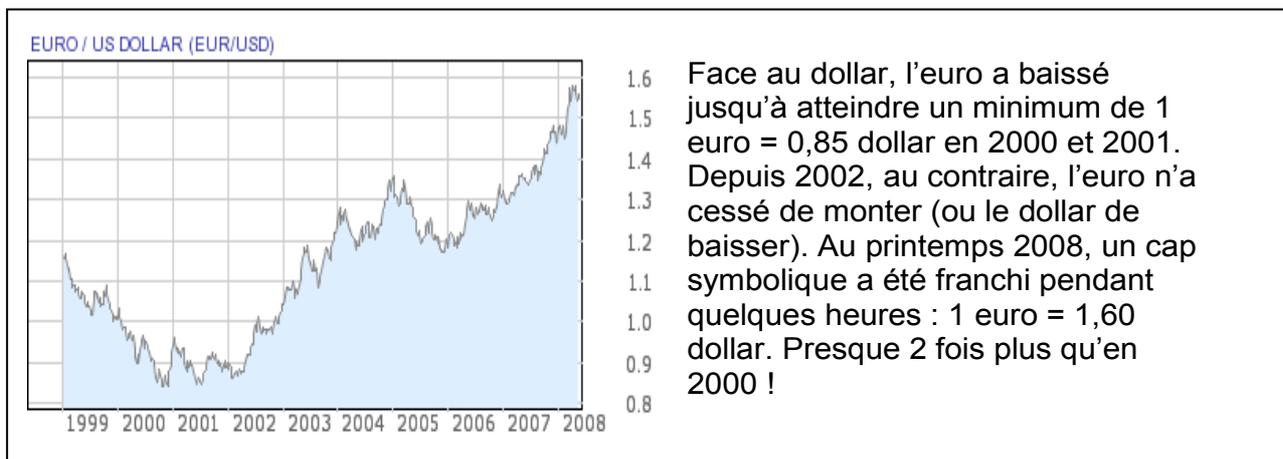
**croissance un peu plus forte que nous, souffrent d'un chômage et d'une précarité massive.** La croissance n'est pas la solution !

Mais il n'y a pas qu'à droite que beaucoup comptent sur le retour de la croissance. Dans tous les projets rédigés depuis 20 ans par le PS, la croissance semble être le moyen privilégié pour sortir de la crise.

### **Rocard et Jospin ont eu de la chance**

A deux reprises, en arrivant au pouvoir, la gauche a eu la chance de bénéficier de vents exceptionnellement porteurs : en 1988, quand Michel Rocard arrive à Matignon, le pétrole est tellement peu cher ( 9 dollars le baril) que les spécialistes parlent d'un "contre-choc pétrolier".

De même, quand Lionel Jospin arrive à Matignon, le pétrole est à 12 dollars le baril (contre 120 dollars aujourd'hui) et les monnaies européennes ne cessent de baisser face au dollar ce qui favorise grandement nos exportations. 1997 et 1998 seront les deux meilleures années *du siècle* pour notre balance commerciale.



Pétrole quasiment gratuit, exportations facilitées par la baisse de nos monnaies et bulle internet... Entre 1997 et 2000, toute l'Europe bénéficie d'une forte croissance. Hélas, à partir de 2001, l'euro commence à monter par rapport au dollar. La croissance retombe et le chômage recommence à augmenter... Qui peut croire aujourd'hui que l'on retrouvera un pétrole à 10 dollars le baril ? Qui peut croire aujourd'hui que l'euro va fortement baisser par rapport au dollar ? Est-il raisonnable de compter encore et toujours sur le retour de la croissance pour sortir de la crise ?

### **Question 5 :**

Dans tous les projets rédigés par le PS depuis 20 ans, on compte essentiellement sur le retour de la croissance pour sortir de la crise sociale. En observant l'évolution de la croissance depuis 40 ans et en mesurant tous les nuages qui s'accumulent au dessus de l'économie mondiale, pensez-vous qu'il est encore possible de miser sur la croissance comme on l'a fait jusqu'ici ?

Parmi tous les pays qui ont un taux de croissance plus élevé que le nôtre (Etats-Unis, Grande Bretagne, Espagne...), lequel vous semble avoir une croissance soutenable (écologiquement et économiquement) ? Vu le niveau de précarité et d'inégalité de revenu qu'ils connaissent, peut-on

**dire que, dans ces pays, la croissance a effectivement permis de sortir de la crise sociale ?**

**Vu la gravité de la crise sociale, vu la gravité de la crise écologique, vu la pénurie de pétrole qu'on annonce, le PS doit-il encore et toujours miser sur le retour de la croissance ou doit-il, très vite, inventer un nouveau contrat social ?**

**\* \* \* \* \***

### **Question 6 : Indexer les salaires ?**

Au Luxembourg et en Belgique, les salaires sont indexés sur l'inflation. Dès que l'inflation dépasse 2 %, tous les salaires sont immédiatement revus à la hausse de 2 %. Certes, cela ne suffit pas pour assurer des gains de pouvoir d'achat mais cela évite des pertes de pouvoir d'achat.

Régulièrement, la Banque centrale européenne critique ce système d'indexation. Mais régulièrement, les syndicats et les dirigeants politiques défendent ce système :

### **Trichet conteste l'indexation des salaires sur les prix**

La Belgique et le Luxembourg sont les seuls Etats européens qui possèdent un système d'indexation automatique des salaires. Lorsque les prix dépassent un certain plafond, les rémunérations sont adaptées sans discussion.

Défendu par les syndicats et une majorité du monde politique dans les deux pays, le mécanisme est-il tenable ? Non, "il est inacceptable" a déclaré le 4 avril Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne. "Oui" ont répliqué le 8 avril les premiers ministres belge et luxembourgeois à l'issue d'une entrevue à Luxembourg.

A l'heure où le débat sur les salaires et le pouvoir d'achat fait rage en Europe, les deux dirigeants chrétiens démocrates ne comptent pas courir le risque d'une crise sociale dans leur pays, où les syndicats ont décrété que la question était taboue. "Les gens ont assez de problèmes, nous n'allons pas leur rendre la vie plus difficile", a répondu un porte-parole du premier ministre belge.

*Le Monde* 11 avril 2008

Si un système d'indexation a fait ses preuves en Belgique et au Luxembourg, pourquoi ne pas le rétablir en France ? Si Jean-Claude Juncker et Yves Leterme, qui sont des personnalités de centre-droit, estiment qu'un système d'indexation est possible, pourquoi la gauche française ne défend-elle pas cette idée ?

### **Question 6**

**Pour qu'aucune perte de pouvoir d'achat n'affecte plus les salariés, êtes vous favorables à la mise en place d'un système d'indexation des salaires semblable à celui qui existe au Luxembourg et en Belgique ?**

\* \* \* \* \*

### **Question 7 : investir massivement dans le logement ?**

Pour améliorer la qualité de vie et le pouvoir d'achat de nos concitoyens, il est urgent d'investir plus et mieux dans le logement ce qui suppose de trouver des financements à la hauteur des besoins.

Au Pays Bas, les partenaires sociaux ont créé depuis longtemps un Fonds de réserve pour les retraites. Mais, au lieu de placer la totalité de cette énorme cagnotte sur les marchés financiers, une bonne partie a été utilisée pour construire des logements. Plus de la moitié du parc de logements est gérée par des associations ou des coopératives dépendant des partenaires sociaux au lieu d'être soumis aux lois du marché.

Du coup, la surface moyenne des logements est plus grande qu'en France et les loyers sont plus faibles, ce qui donne un peu plus de pouvoir d'achat aux salariés.

En France, le gouvernement de Lionel Jospin a créé un Fond de Réserve des retraites qui contient aujourd'hui près de 30 milliards d'euros. Ce fond ne doit être utilisé pour financer les retraites qu'à partir de 2020. D'ici là, plutôt que de laisser l'essentiel des sommes sur les marchés financiers (qui risquent de baisser très fortement d'ici 2020) pourquoi ne pas investir dans le logement ?

#### **Question 7 :**

**Pour faire face à la crise du logement, faire baisser les loyers et dégager du pouvoir d'achat pour les locataires, êtes-vous favorable à l'utilisation d'une partie du Fonds de réserve des retraites pour construire massivement de nouveaux logements en s'inspirant de ce qu'on fait les partenaires sociaux au Pays-Bas ?**

\* \* \* \* \*

## Question 8 : la productivité pour quoi faire ?

Avec la question européenne et la question des relations avec la Chine, c'est sans doute l'une des questions la plus stratégique que nous ayons à régler à ce Congrès : que faisons-nous de la productivité ?

Indexer les salaires permet d'éviter un recul du pouvoir d'achat. Investir massivement dans le logement permettra de faire baisser un peu les loyers. Mais ces deux actions ne suffiront pas pour changer radicalement le climat social dans notre pays. Ces deux actions ne permettront pas de donner à tous une vie digne. Ces deux actions ne permettront pas non plus de rééquilibrer vraiment le partage salaires / bénéfices.

C'est seulement en luttant radicalement contre le chômage et la précarité qu'on pourra sortir de la crise et rendre aux salariés un véritable "pouvoir de négociation", pour reprendre l'expression de Patrick Artus.

### Lutter radicalement contre le chômage

Si la mondialisation n'est pas responsable du chômage (pour le moment), d'où vient le chômage ? Comment expliquer que, malgré sa compétitivité, la France ait 4 millions de chômeurs ? Comment expliquer que l'Allemagne, qui accumule les excédents commerciaux, souffre de 4 millions de chômeurs et de plus de 6 millions de salariés pauvres ?

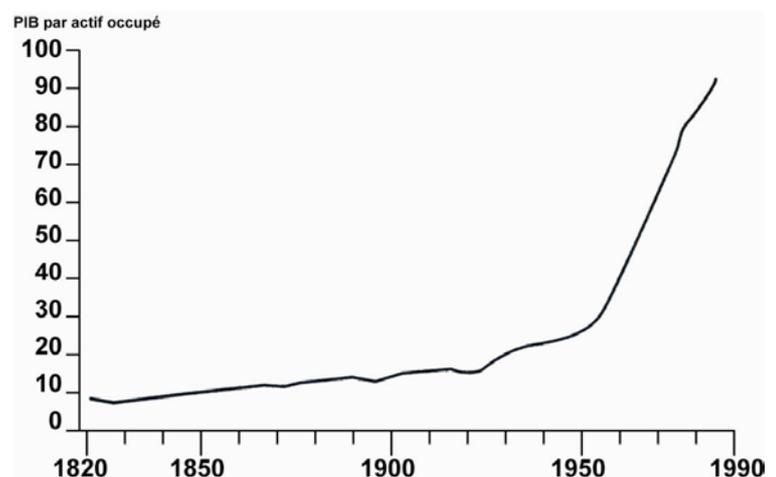
On a dit plus haut que la production industrielle réalisée sur le territoire national n'a pas cessé d'augmenter ces dernières années. Pourtant, selon l'INSEE, en six ans, l'industrie française a perdu 476 000 emplois (*Le Monde* 23 février 2008). Si la production industrielle continue d'augmenter sur le territoire national, comment expliquer que l'industrie ait perdu 476 000 emplois en quelques années ? C'est quand même colossal ! ON VEUT UNE EXPLICATION !

L'explication est très simple : Nous sommes en train de vivre une révolution telle que l'humanité n'en a jamais connue. Alors qu'il avait fallu 140 ans pour que la productivité soit multipliée par deux entre 1820 et

1960, elle a depuis lors été multipliée par CINQ. La révolution industrielle du XIXe ou l'invention du travail à la chaîne (Ford, Taylor, entre 1900 et 1920) sont des gains de productivité presque ridicules au regard de ceux qui ont été réalisés depuis trente ans.

### Une vraie révolution

C'est une vraie révolution : en 30 ans, le niveau d'intelligence collective a considérablement augmenté dans notre pays. Le nombre d'étudiants est passé de 800 000 en 1970 à quelque 2 300 000 cette année ! Des milliards sont investis chaque année dans la formation continue (d'autant plus efficacement que l'on a investi dans la formation initiale). Grâce à la multiplication des robots et des ordinateurs, la productivité du travail humain a progressé de façon inouïe.



La productivité en France depuis 1820

## Les Français dans le Top 3 de la productivité

« HEUREUSE SURPRISE. Selon un rapport du Bureau international du travail (BIT), le produit national brut par heure travaillée en France s'est accru de 2,2 % en moyenne annuelle entre 1980 et 2006, contre une augmentation de 1,7 % aux États-Unis et de 1,4 % en Allemagne. »

*Le Figaro* 3 septembre 2007

	Gain moyen de productivité horaire
Allemagne	+ 1,4 %
États-Unis	+ 1,7 %
France	+ 2,2 %

## Évolution de la productivité horaire entre 1980 et 2006

Source BIT 2007

C'est le point fondamental. Absolument fondamental pour comprendre l'« exception française » : nous avons une productivité très forte. Les Anglais ou les Japonais (qui ne sont pourtant pas des imbéciles) ont une productivité nettement plus faible que la nôtre. Selon Eurostat, si la productivité horaire est en moyenne de 100 pour l'Europe des 15, elle est de 118 en France et de 95 seulement en Grande-Bretagne. **L'écart de productivité entre la France et la Grande-Bretagne est supérieur à 20 %.**

Voilà qui amène à relativiser les critiques sur la médiocrité des Français, en général, et de leur système éducatif, en particulier. Sans doute, notre système éducatif peut-être amélioré (nul ne le conteste !) mais, si nous sommes, parmi les pays occidentaux, celui dont la productivité a le plus augmenté depuis 25 ans, c'est peut-être que tout n'est pas à jeter dans notre école, nos centres de formation professionnelle et notre université... Peut-être ne sommes-nous pas aussi fainéants ni aussi incompetents que certains, à droite, aiment le dire !

« J'ai fait un calcul rarement effectué, explique Jacques Marseille, professeur à la Sorbonne. J'ai divisé le PIB français par la productivité d'un travailleur britannique ou japonais.

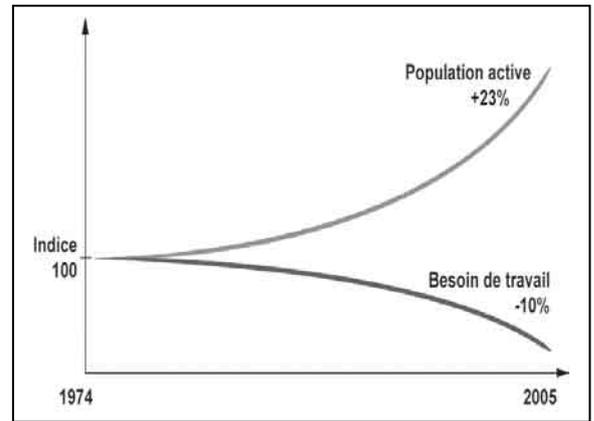
Avec leur niveau de productivité, qui est largement inférieur au nôtre, il nous faudrait 5 millions de travailleurs en plus pour produire la même chose. Autant dire que le chômage ne serait plus un problème en France... »

*Le Figaro* 2 février 2004

Répetons-le car le fait est colossal : "Avec le niveau de productivité des Anglais ou des Japonais, qui est largement inférieur au nôtre, il nous faudrait 5 millions de travailleurs en plus pour produire la même chose. Le chômage ne serait plus un problème en France" selon Jacques Marseille, économiste réputé (mais pas réputé très à gauche...)

Plutôt que la mondialisation, voilà la principale explication des bouleversements sociaux de ces 30 dernières années : les gains de productivité. Ces gains sont considérables : en trente ans, **l'économie française produit 76 % de plus avec 10 % de travail en moins.** Depuis 1974, le total des heures travaillées (tous secteurs confondus) est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 milliards (Insee).

Mais, dans le même temps, grâce au baby-boom et grâce au travail des femmes, la population active disponible passait de 22,3 à 27,2 millions de personnes. Le travail nécessaire à l'économie a baissé de 10 %, mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 %. Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre et la demande de travail.



En soi, ces trois évolutions sont trois bonnes nouvelles :

jamais nous n'avons connu une telle abondance !

jamais nous n'avons été aussi efficaces !

jamais nous n'avons été aussi nombreux capables de travailler !

Mais, comme notre contrat social est bloqué, comme la durée du travail a très peu baissé depuis trente ans (et que la crise provoque des réflexes de crispation plus que de changement), cette accumulation de bonnes nouvelles aboutit à un scandale, à un non-sens absolu : au lieu de profiter à tous, ce surcroît d'intelligence collective, fruit de l'effort de tous, débouche sur un chômage massif pour certains et sur une stagnation des salaires assortie d'un stress croissant pour d'autres.

« Qu'appellez-vous un mulot ? »

Certains politiques n'ont absolument pas conscience de cette révolution que nous vivons depuis trente ans. À l'ENA, il y a 30 ans, ils ont entendu parler de Ford et Taylor, mais la révolution de l'informatique et de la communication, ils ne la comprennent pas. Souvenez-vous de Jacques Chirac à qui l'on montrait un ordinateur avec sa souris et qui interrogeait "Qu'appellez-vous au juste un mulot ?"

D'autres, plus jeunes, savent se servir d'un mulot mais, comme ils rentrent rarement dans des usines ou des bureaux, ils n'ont pas conscience du bouleversement que nous vivons. D'ailleurs la plupart des politiques ne parlent jamais de productivité, ou, quand ils en parlent, c'est pour dire que "la France doit investir dans l'intelligence et améliorer sa productivité." Quelqu'un peut-il -gentiment- leur expliquer que, en matière de productivité, nous sommes déjà Champions du monde ?

En réalité, ce n'est pas drôle du tout. C'est même un scandale inexplicable, inexcusable ! Jamais nous n'avons injecté autant d'intelligence dans le système économique, mais jamais nous n'avons paru si dépourvus d'intelligence pour comprendre collectivement ce qui nous arrivait et faire évoluer le système social.

Il faut sortir de ce non-sens. Il faut mettre fin au scandale. Le dossier du temps de travail doit être réouvert et débattu sans tabou.

Car ces gains de productivité mal gérés sont la principale explication du chômage.

On l'a dit plus haut : en 30 ans, le travail nécessaire à l'économie a baissé de 10 %, mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 %. Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre et la demande de travail. Si, dans le même temps, la durée individuelle du travail avait baissé de 33 %, le chômage serait resté à son faible niveau de 1974. Mais la durée du travail pour un emploi normal a très peu baissé : si l'on tient compte des heures supplémentaires, la durée réelle du travail a baissé de moins de 5 %

entre 1997 et 2002 (Insee, juillet 2005) et, depuis, à force d' « assouplissements », elle est remontée jusqu'à atteindre à nouveau 39,1 heures.

Tout le monde dit que la France est à 35 heures, mais, en réalité, avec les heures supplémentaires, la durée réelle pour un emploi à temps plein est revenue à 39 heures, en moyenne !

C'est donc un « partage du travail » assez sauvage qui s'est mis en place :

- 19 millions d'actifs travaillent plein pot (parfois trop);
- 4 millions de personnes font 0 heure par semaine (les chômeurs);
- 4 millions sont à temps partiel (via les CDD ou l'intérim).

### **33,7 heures, durée moyenne du travail aux États Unis**

On l'a vu plus haut : une des inégalités les plus choquantes du système libéral est l'inégalité dans l'accès au travail. Sans compter les chômeurs, la durée moyenne du travail aux États-Unis est de 33,7 heures et de 31,9 heures en Grande-Bretagne.

Malgré une croissance "forte" (due à l'immigration et à l'endettement), dans ces deux pays, la durée moyenne pour ceux qui ont un travail est inférieure à 34 heures. Mais, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, il n'y a pas eu de négociation sur la RTT. C'est le marché qui répartit le travail : de bons jobs pour certains (40 ou 42 heures par semaine) et pour d'autres des miettes (8 ou 10 heures par semaine)... Comment peut-on faire vivre sa famille avec 10 heures de travail par semaine ? Est-ce ainsi que nous voulons vivre ?

Voilà, en matière de temps de travail, ce que donne la "liberté individuelle" mise en avant par Nicolas Sarkozy durant toute sa campagne. Cette "liberté" n'empêche pas les gains de productivité. Cette "liberté" n'empêche pas la baisse de la durée moyenne. **Cette "liberté" accélère seulement les inégalités au profit des seuls 5 % du haut de la pyramide.**

"Les Français travaillent moins que leurs voisins" affirment François Fillon et Nicolas Sarkozy. C'est FAUX. La durée moyenne du travail (tous emplois confondus<sup>27</sup>) est de 29,9 heures aux Pays-Bas et 31,9 heures en Grande-Bretagne, contre 36,1 heures en France.

**Tous les pays qui affichent des chiffres du chômage meilleurs que les nôtres ont une durée moyenne réelle plus faible que la nôtre !**

Vu les gains de productivité absolument colossaux réalisés depuis 30 ans, le choix à faire par les politiques n'est pas "Pour ou contre la RTT ? " mais plutôt "*quelle* RTT ?" RTT organisée par le marché (précarité, stress et concurrence permanente) ou RTT organisée par le débat, le référendum et la négociation ?

« Entre le riche et le pauvre,  
entre le puissant et le faible,  
entre le maître et le serviteur,  
c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère. »

Henri Lacordaire,

---

<sup>27</sup> Temps plein + temps partiel.

Henri Lacordaire n'était pas un gauchiste. C'est le dominicain qui prêchait le carême à Notre-Dame de Paris ! En 1848, il avait déjà compris que, entre le riche et le pauvre, entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère. Nicolas Sarkozy se moque souvent du retard de la gauche (« 20 ans de retard ! »), mais sa pensée sociale date d'avant 1848 !

Quand il s'agit de remettre en cause les régimes spéciaux de retraite, Nicolas Sarkozy est très attaché à ce que les règles soient les mêmes pour tous (« c'est un principe de bon-sens. Tout le monde peut le comprendre. ») mais, quand il faut faire reculer le chômage et renforcer les salariés face aux actionnaires, plus question de règles communes ! Chacun négocie "librement" avec son employeur et malheur aux vaincus !

**Jamais une société n'a pu vivre sans un contrat social. Et ce besoin de régulation est d'autant plus fort que nous vivons une mutation technologique très forte.** Voilà pourquoi il faut relancer le débat sur le temps de travail. Ce qui suppose évidemment de faire le bilan des 35 heures.

### **35 heures, quel bilan ?**

« Mon entreprise est passée à 35 heures mais, en réalité, nous continuons à faire 38 heures 50 » expliquait sans complexe le président de la CGPME (patronat des PME) dans *Le Figaro* du 6 novembre 2000. Son entreprise est officiellement passée à 35 heures, mais elle a gardé une durée réelle de 38 heures 50...

Cette déclaration montre à quel point Nicolas Sarkozy ment quand il parle du « carcan » des 35 heures : on pouvait rester à 38 heures 50 tout en signant un accord « 35 heures ». Mais cette déclaration illustre aussi la difficulté qu'il y a à faire le bilan des 35 heures. Autant les accords signés avec la loi de Robien ou avec la première loi Aubry étaient gagnant-gagnant (vraie RTT avec vraies créations d'emplois), autant les accords signés avec la deuxième loi Aubry étaient souvent plus ambiguës. Hélas, ils ont concerné 80 % des salariés !

Avec la Loi de Robien comme avec la première loi sur les 35 heures, l'entreprise n'avait pas d'exonération si elle ne créait pas un minimum d'emplois. Ce qui semblait assez logique : s'il n'y a pas d'embauche, il n'y a aucune dépense supplémentaire. Pourquoi donner une exonération ? Hélas, avec la deuxième loi sur les 35 heures, on a donné 70 milliards de francs d'exonération mais on ne demandait aux entreprises aucune contrepartie en emplois !

### **Créations d'emplois exigées pour bénéficier des exonérations.**

Loi de Robien	10 % d'emplois en CDI
Première loi sur les 35 heures	6 % d'emplois en CDI
Deuxième loi sur les 35 heures	0 %

De plus, la 2<sup>ème</sup> loi et les décrets qui l'accompagnent accordaient aux entreprises un très fort volume d'heures supplémentaires et repoussaient à 2008 la mise en place des 35 heures dans les entreprises de moins de 20 salariés.



Olivier Schramek, le directeur de cabinet de Jospin. Il va me recevoir» explique-t-elle aux autres signataires. Mais très vite, Olivier Schramek lui fait comprendre que ni la loi ni les décrets ne seront modifiés. Il n'y aura aucune incitation à la création d'emplois !

- > Aucune obligation d'aller réellement à 35 heures,
  - > Aucune obligation d'embauche,
  - > Possibilité d'accroître la flexibilité et de modifier la définition du temps de travail,
  - > Les PME de moins de 20 salariés laissées hors du champ de la réforme...
- Faut-il s'étonner que certains fassent aujourd'hui un bilan mitigé de la 2<sup>ème</sup> loi sur les 35 heures ?

« 40 % des salariés n'ont jamais eu accès aux 35 heures. »

Marcel Grignard  
Secrétaire national de la CFDT  
*Le Monde* 21 mai 2008

Entendons-nous ! Les 35 heures ne sont pas l'abomination des abominations que décrit le Medef. C'est vrai qu'elles ont coûté cher à l'Etat, mais c'est parce qu'on a donné des milliards d'exonérations sans contrepartie de créations d'emplois, ce que le Medef ne dit pas. C'est vrai que, à l'hôpital, elles ont compliqué l'organisation des services car on n'avait pas ouvert assez tôt les écoles d'infirmières (ce qui reste assez incompréhensible). Mais, selon l'Insee, les 35 heures ont créé quand même presque 350.000 emplois. Quelle est la politique de droite qui en a fait autant ?

### **Et maintenant ?**

Depuis 2007, la droite a recommencé à attaquer les 35 heures. De toutes les réformes faites par la gauche, c'est la seule sur laquelle la droite et le Medef s'acharnent avec autant de constance. Et le PS n'est plus très clair dans ses réponses.

Si la droite fait de cette question une question stratégique, n'est-il pas étonnant que la gauche soit si floue ? Les 35 heures étaient déjà dans le programme du PS en 1981. Si notre but est de construire le contrat social de 2012-2017, pouvons-nous nous contenter du programme de 1981 ? En 30 ans, le monde a changé. Il reste presque 4 millions de chômeurs. Il faut aller plus loin, avec une autre méthode. Il faut ouvrir, à nouveau, le débat sur la semaine de 4 jours à la carte.

### **Les 4 jours, ça marche déjà dans 400 entreprises !**

La semaine de 4 jours est déjà une réalité dans plus de 400 entreprises : Fleury-Michon, Mamie-Nova (Coop Even) ou Monique Ranou, mais aussi des centaines de PME inconnues : une auto-école à Rouen, un fabricant de logiciels à Chambéry, un charpentier près de Bordeaux, une coopérative d'insémination porcine à Pau, un imprimeur dans le Nord, une concession Peugeot dans le Var, un libraire, un chauffagiste et une agence de pub à Paris...

### **1 600 000 emplois**

À partir de l'effet sur l'emploi observé chez ces 400 pionniers (de taille et de métier très différents), une étude du ministère du Travail estimait en 1997 qu'un mouvement général vers les 4 jours créerait 1 600 000 emplois en CDI (sans parler des métiers émergents autour du temps libre et de l'impact sur la croissance qu'aurait la création de 1 600 000 emplois en CDI, donc le surcroît de consommation de 1 600 000 familles.)

## Quel financement ?

Pour augmenter l'effet sur l'emploi et pour limiter la pression mise sur les salariés, il faut absolument que les exonérations (exonérations des cotisations Unedic pour l'essentiel) soient conditionnées à des créations d'emplois :

« Pas d'exonération sans une baisse effective de la durée du travail.

Pas d'exonération s'il n'y a pas 10 % au moins d'embauche en CDI.

Tels sont deux des Facteurs Clefs de Succès que devront avoir en tête les négociateurs. »

Michel Rocard et Pierre Larrouturou

*Le Nouvel Observateur* 21 octobre 2004

## La semaine de 4 jours : quel impact macro-économique ?

Patrick Artus a vérifié que le passage à 4 jours (avec le financement que nous proposons) n'a pas d'inconvénient macro-économique : « Patrick Artus a exploré le bouclage macro-économique de la formule Larrouturou, écrivait *Options finances* le 15 novembre 1993. Sa conclusion est formelle : il tient ! "Il maintient le potentiel de production, la stabilité des coûts, la stabilité (ou la hausse) du revenu disponible de l'ensemble des ménages. Il n'aggrave pas le déficit public. Ce qui ne présage en rien de sa faisabilité pratique" précise-t-il. » Mais comme, depuis, 400 entreprises sont maintenant passées à 4 jours, la faisabilité pratique est attestée !

Le chantier est énorme, mais il n'est pas dangereux pour notre économie. Le chantier est énorme et beaucoup se sentent désarmés devant une telle remise en question, mais qui peut croire que l'on sortira de la crise en accumulant les rustines ? Qui ne sent le besoin d'inventer du neuf ?

« *Il faut passer à 32 heures, sans étape intermédiaire.* Cela obligera toutes les entreprises à créer des emplois » affirmait Antoine Riboud en 1993. Il n'a guère été entendu. En période de crise, il est plus facile de jouer sur les peurs et de parler au cerveau reptilien que de parler à l'intelligence et au cerveau citoyen.

En 1917, quand Henry Ford affirmait qu'il fallait des règles collectives pour augmenter les salaires (afin d'augmenter la consommation), quand Kellogg passait ses usines à 30 heures (et augmentait les salaires de 12%) pour « donner du travail à 300 chefs de famille », ils ont été moqués par les autres patrons américains. En période de crise, le bon sens ne veut-il pas que l'on travaille plus en gagnant un peu moins ? Ce bon sens reptilien a conduit à la crise de 1929.

Ce même bon sens inspire aujourd'hui les leaders de la droite quand ils incitent chacun à travailler plus. En réalité, le seul moyen de rééquilibrer le marché du travail pour augmenter vraiment les salaires, le meilleur moyen de relancer la croissance, le meilleur moyen aussi de sauver les retraites, c'est de s'attaquer frontalement au chômage. Ce qui passe (entre autres actions) par une forte baisse du temps de travail.

**Beaucoup, à gauche, ont peur d'être ridicules en parlant à nouveau du temps de travail : on en a déjà tellement parlé. Et puis, faut-il vraiment**

faire le bilan des 35 heures ? Les 35 heures devaient être une étape vers les 4 jours - 32 heures, mais qui s'en souvient ? On a peur d'être ridicule. **On a peur de faire « réchauffé ».**

Mais la peur n'est pas forcément bonne conseillère. Serons-nous capables de nous ressaisir et d'ouvrir un vrai débat sur cette question cruciale avant que la précarité généralisée ne débouche sur une crise majeure ?

Michel Rocard et Pierre Larrouturou,  
*Le Nouvel Observateur* 21 octobre 2004

Peur d'être ridicule, peur de faire autrement que les autres...  
Ne laissons pas la peur nous dicter notre conduite.  
Ne laissons pas la droite seule à la manœuvre.

Il est absolument vital pour notre cohésion sociale d'arriver à reparler de cette question. Sans doute nous faudra-t-il l'aborder avec une méthode différente de celle qui a été employée entre 1997 et 2000, de façon plus démocratique, de façon plus franche, de façon plus globale aussi - en faisant le lien avec la question des retraites et en construisant un vrai projet de société autour du temps libéré.

Sans doute nous faut-il reconnaître les erreurs commises au moment de la mise en place des 35 heures. Mais il serait dramatique de laisser tomber la question du temps de travail, comme certains au PS proposent parfois de le faire.

### **Une question absolument stratégique**

Ce n'est pas par hasard que Nicolas Sarkozy et ses amis concentrent leurs critiques les plus vives sur la question du temps de travail. Aucun autre outil, utilisé par la gauche, n'est critiqué avec autant de vigueur ! Pourquoi cette violence dans les critiques contre la RTT ? C'est sans doute parce que, si elle était bien négociée, une forte RTT serait un moyen très puissant de rééquilibrer le marché du travail et donc de renforcer le camp des salariés dans la négociation sur les salaires.

Avec quelle autre réforme peut-on créer, en quelques années, 1,5 million d'emplois en CDI ? Bien sûr, la semaine de 4 jours, ce n'est pas la panacée. Bien sûr, ce n'est pas le seul levier sur lequel il faut agir, mais, si l'on intègre la semaine de 4 jours dans une politique globale de lutte contre le chômage, si l'on crée 1,5 à 2 millions d'emplois en CDI, qui peut croire que la négociation sur les salaires ne se fera pas dans un autre climat ?

Un nouveau partage de la valeur ajoutée, nettement plus favorable aux salariés, devrait assez vite se mettre en place. Voilà pourquoi Nicolas Sarkozy et l'aile libérale du Medef sont si hostiles à la semaine de 4 jours. Voilà pourquoi la gauche doit renouveler sa vision du temps de travail, et surtout ne pas abandonner ce combat.

L'histoire sera sans doute sévère avec les politiques qui refusent de se pencher sérieusement sur cette question. En un siècle, on est passé de 7 jours de travail à 6, puis de 6 jours à 5, alors que la productivité augmentait assez peu. Et maintenant, alors que, depuis 30 ans, la productivité a fait des bonds de géants, comment justifier le refus de passer à 4 jours ?

Les 35 heures étaient dans le programme commun en 1979. Cela fait 30 ans que la question du temps de travail revient régulièrement à la une de l'actualité et que nous ne sommes jamais capables d'aller au bout de notre réflexion sur cette question.

1981

La gauche gagne les élections. Le passage à 39 heures est une "première étape" vers les 35 heures. Mais, comme la "première étape" n'est pas un franc succès, il n'y aura pas de deuxième étape et la question devient taboue.

1993

C'est un grand patron, Antoine Riboud, le fondateur de BSN Danone, qui relance le débat sur le temps de travail : « **Il faut passer à 4 jours, sans étape intermédiaire. Cela obligera les entreprises à créer des emplois.** »

1994

Dans son Livre blanc, l'Association Nationale des Docteurs es-sciences économique (ANDESE) affirme : « **Une baisse de 20 % du temps de travail, accompagnée d'une baisse de 10 % des cotisations sociales, permettrait la création de 1,5 à 2 millions d'emplois.** »

1995

Réunis en congrès à Montpellier, les militants CFDT revendiquent "une loi pour aller à 32 heures". Dans tous les syndicats, des fédérations prennent position en faveur de la semaine de 4 jours-32 heures.

1996

Le PS travaille sur son projet : "Les 35 heures sont une étape vers la semaine de 4 jours".

1997

La gauche revient au pouvoir et baisse la durée légale à 35 heures.

2002

La droite revient au pouvoir et multiplie les réformes pour revenir à 39 heures. Et, comme les 35 heures n'ont pas été un franc succès, la question est devenue quasiment taboue à gauche. La droite peut agir sans provoquer de vraie réaction des "forces de progrès".

2008

La durée réelle moyenne est revenue à 39 heures pour un emploi à temps plein mais la droite et le Medef continuent à pilonner la RTT.

\* \* \* \* \*

## Civilisation ou barbarie ?

Dans sa conférence de presse de rentrée, en janvier 2008, Nicolas Sarkozy a surpris son monde en annonçant une "politique de civilisation". Quatre mois plus tard, cette politique de civilisation est déjà oubliée ! C'est bien dommage. Car, vu la gravité de la situation, parler d'enjeux de civilisation n'avait rien de grotesque.

Si, un jour, Nicolas Sarkozy prend le temps de lire le petit livre d'Edgar Morin qui a inspiré son discours<sup>29</sup>, il constatera que, chez Edgar Morin, la politique de civilisation n'est pas du tout une idée creuse. Edgar Morin avance un certain nombre de propositions très concrètes en matière d'éducation, de politique européenne, de régulation monétaire, et il prend très clairement position en faveur d'une baisse de la durée légale du travail à 30 heures par semaine.

Eh oui, Nicolas, la Politique de civilisation, ça ne passe pas par les petits boulots à 12 heures par semaine. Ça passe par une forte baisse de la durée légale du travail ! Car la semaine de 4 jours n'est pas seulement une arme anti-chômage. Passer à 4 jours, c'est l'occasion pour chacun d'avoir du temps pour soi, pour sa vie de couple, du temps pour s'occuper de ses enfants (si l'on en a) ou de ses parents, du temps pour reprendre une formation, du temps pour s'engager sérieusement dans une activité associative, du temps pour se mettre à la musique ou pour lire tous les livres qu'on a accumulés sans jamais dépasser le chapitre 2...

## Enrichir le travail

Cela fait 10 ans que les salariés de Mamie Nova (Coop Even) sont passés à 4 jours. L'accord a permis de créer 120 emplois sans baisser les salaires et sans augmenter d'un centime le prix du yaourt. De l'avis de tous, le passage à 4 jours a permis un enrichissement du travail : le directeur d'usine est passé à 4 jours et a donné une partie de son travail à son numéro 2, qui est lui-même passé à 4 jours et a confié une partie de ses tâches à un autre cadre, que l'on a embauché au moment du passage à 4 jours... Et ainsi de suite, jusqu'aux ouvriers de premier niveau dont le travail a lui aussi été enrichi : un jour par semaine, leur chef d'équipe n'est pas là. Ils doivent prendre certaines décisions sans lui. Ils doivent être capables de gérer sans lui certaines demandes urgentes. Globalement, le passage à 4 jours a amené à repenser le travail de chacun et a enrichi la plupart des postes.

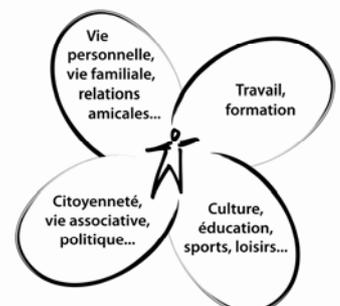
## Changer la vie

Et, à l'extérieur, la vie a changé aussi : « Avoir un jour de libre toutes les semaines, ça change la vie, explique un cadre. Avec ma femme, on s'est mis au canoë-kayak de mer. Jusque-là, on se voyait seulement le soir et le week-end, quand il y avait les enfants. On adore nos enfants, mais ça fait du bien d'avoir un jour où on est ensemble, sans les enfants. »

La semaine de 4 jours peut créer 1,6 millions d'emplois. Elle permettra à notre société de retrouver un certain équilibre, une certaine confiance en son avenir. Elle peut permettre aussi à des millions de salariés de gagner une nouvelle liberté et de vivre une nouvelle intimité avec leurs proches. En cela, Edgar Morin a parfaitement raison de présenter une réduction forte du temps de travail comme un élément clef d'une Politique de civilisation.

Encore une fois, la semaine de 4 jours n'est pas la panacée. Elle doit s'inscrire dans un plan global de lutte contre le

<sup>29</sup> Pour une politique de civilisation, Arléa, 2002, 79 pages.



chômage et la précarité. Mais, dans toute la panoplie, c'est l'arme la plus puissante. C'est le levier qui nous permet d'éviter l'explosion ou la dépression collective qui nous guettent, éviter une société de pleine précarité pour construire une société de plein emploi et de plein activité. Une société qui sera organisée pour permettre à chacun d'avoir part à 4 grandes sphères d'activité :

- la vie personnelle (couple, famille, amis...),
- la vie professionnelle (travail et formation),
- la culture, l'éducation, les sports et les loisirs,
- la citoyenneté, la vie associative, syndicale et politique.

Pour que tous et toutes puissent réellement avoir part librement à ces 4 sphères d'activité, le chantier est énorme. Mais il est passionnant.

Personne ne propose de supprimer les ordinateurs et de casser les robots. Personne ne veut fermer les universités et les centres de formation professionnelle. On ne va donc pas faire marche arrière en matière de productivité. On ne va pas revenir à la productivité d'il y a 30 ans. **DONC ON VA FORCÉMENT VERS LES 32 HEURES DE DURÉE MOYENNE COMME EN GRANDE BRETAGNE.**

La seule question est de savoir Comment on y va : par la précarité, l'injustice et la violence sociale ? Ou en choisissant de construire un nouvel équilibre, une nouvelle société ? Edgar Morin a raison de poser le débat en termes assez clairs : Politique de civilisation ou glissement vers la barbarie ? À nous de choisir !

### Question 8

Sur la RTT, la droite a une vraie stratégie. On comprend bien pourquoi : une RTT forte et bien négociée pourrait créer plus d'un million d'emplois en CDI ce qui renforcerait nettement la capacité de négociation des salariés.

La gauche, au contraire, semble hésiter à aborder à nouveau la question du temps de travail. Quelle stratégie proposez vous pour que les gains de productivité réalisés depuis 30 ans profitent à tous au lieu d'être très largement confisqués par les actionnaires ?

En 1993, Antoine Riboud affirmait « il faut passer à 4 jours-32 heures ans étape intermédiaire ». En 1996, le PS affirmait que « les 35 heures est une étape vers la semaine de 4 jours ». En 1997, une étude du Ministère du Travail affirmait qu'un mouvement général vers la semaine de 4 jours pourrait créer 1.600.000 emplois.

Réorganiser une entreprise est un vrai chantier. On ne peut donc pas demander 2 réorganisations successives en 5 ans. Il n'est donc pas possible de multiplier les étapes. A vos yeux, quel doit être aujourd'hui notre objectif ?

- les 35 heures
- la semaine de 4 jours- 32 heures
- autre...

Si vous êtes favorable à une nouvelle réduction du temps de travail, quelle méthode, quel calendrier et quel financement proposez-vous pour la mettre en œuvre ?

Quelles propositions avancez-vous en matière d'accès à la culture, aux loisirs, à la démocratie, pour construire une vraie politique de civilisation ?

\* \* \* \* \*

### Question 9 : Refonder l'Europe ?

On ne peut pas parler de civilisation sans revenir (pour conclure) sur les questions européennes. L'Europe n'est pas seulement le niveau pertinent pour taxer les bénéficiaires ou négocier des Montants compensatoires avec la Chine (même si ces 2 questions sont très importantes). L'Europe devrait être aussi un acteur majeur pour construire la Paix.

En 1993, ceux qui ont signé les accords d'Oslo se sont tournés vers l'Europe pour que l'Europe les aide à construire la paix. Hélas, 15 ans plus tard, il n'y a toujours pas d'Europe politique et nous sommes des millions à désespérer de ce qui se passe (ou ne se passe pas) en Israël et en Palestine.

"Par défaut de volonté,  
par insuffisance d'être,  
par pleutrerie,  
par instinct de servitude,  
l'Europe est en train de se résigner  
à n'être qu'un espace commercial régi par le libéralisme  
et, politiquement, un dominion des États-Unis. »

Jacques Julliard  
*Le Nouvel Observateur*  
9 janvier 2003

Oui, en matière sociale comme en matière diplomatique, c'est d'abord par défaut de volonté, par pleutrerie que l'Europe s'enlise. Nous sommes la première puissance économique du monde. Nous avons la monnaie la plus solide. Globalement, nous avons plus de diplomates et de militaires que les États-Unis mais nos diplomates et nos militaires sont éparpillés en 27 diplomaties et 27 armées dont aucune n'a la masse critique pour agir.

Chiffres 2002	Diplomates	Militaires
Europe des 15	40.000	1.553.000
Etats-Unis	18.000	1.414.000

Déjà, en 2002, avant l'élargissement, nous avons plus de diplomates et de militaires que les USA. C'est évident : le problème est politique et institutionnel bien plus que économique.

### Comment faire naître une Europe politique ?

Comment sortir l'Europe de l'engourdissement ? Comment provoquer un sursaut ? Souvenez-vous du débat lancé en 2000, avant l'élargissement, par Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères :

« L'élargissement rend indispensable une réforme fondamentale des institutions.

Comment imaginer un Conseil européen à 30 chefs d'Etat ? Combien de temps les réunions vont-elles durer ? Dans les institutions actuelles, à 30, comment parvenir encore à agir ? Comment éviter que les compromis ne soient de plus en plus étranges ? Il existe une réponse toute simple: le passage à un système entièrement parlementaire que demandait déjà Robert Schuman il y a 50 ans.»

### **Elaguer et mettre en place un régime parlementaire**

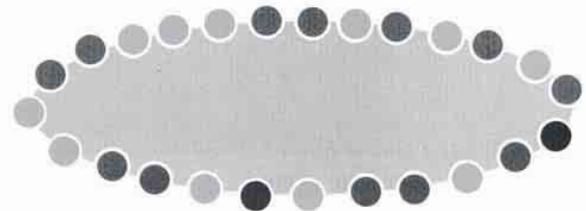
«Les problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle ne peuvent être résolus avec les recettes des XIX et XX<sup>e</sup> siècles. Une répartition précise des compétences entre la Fédération et les Etats nations devrait laisser à la Fédération uniquement les questions demandant à être réglées impérativement au niveau européen tandis que le reste demeurerait de la compétence des Etats. Il en ressortirait une **Fédération élaguée, capable d'agir et compréhensible pour ses citoyens parce qu'elle aurait surmonté son déficit démocratique.**»

Joschka Fischer  
Berlin, le 12 mai 2000

Dans un système intergouvernemental (le système actuel), il n'y a que des *Chefs* de gouvernement et des *Chefs* d'Etat autour de la table de décision. Or, sur une question importante, mettre un *Chef* en minorité est quasiment impossible car c'est prendre le risque d'humilier tout son pays. C'est donc la règle d'unanimité qui s'impose sur toutes les questions fondamentales.

Mais chercher l'unanimité de 27 gouvernements, représentant toutes les couleurs politiques, c'est se condamner à adopter toujours le plus petit commun dénominateur. **La règle d'unanimité est mortifère pour la démocratie.** Et quand les politiques sont paralysés, ce sont les technocrates ou le marché qui font la loi.

Dans un système intergouvernemental, l'unanimité est structurellement la règle sur toutes les questions importantes : des CHEFS d'Etat et des CHEFS de gouvernement ne peuvent pas être mis en minorité... Il faut que les 25 Chefs d'Etat soient d'accord pour que l'on change le contenu d'une politique. Aucune alternance n'est possible. Le système n'est pas démocratique. La paralysie est assurée.



Alors que si l'on adoptait un système parlementaire, si l'essentiel des décisions étaient prises par un gouvernement responsable devant le Parlement européen, des députés européens français pourraient être mis en minorité sans drame national puisque d'autres députés européens français seraient, eux, dans la majorité... **C'est bien un débat politique droite / gauche qui est tranché dans un Parlement et non un combat entre nations.**

Si l'on adoptait le fonctionnement parlementaire proposé par Joschka Fischer, l'ensemble de la Commission, le Gouvernement européen, serait d'une seule couleur politique (celle qui a la majorité au Parlement européen). Le gouvernement européen n'interviendrait que sur les questions pour lesquelles un pays isolé n'a plus vraiment de souveraineté, celles pour lesquelles nous devons absolument nous unir pour être efficaces (défense, diplomatie, monnaie, recherche, environnement...).

On peut très bien avoir une diplomatie et une recherche communes en

conservant des politiques différentes dans d'autres domaines : aux Etats-Unis, les lois et les modes de vie sont très différents en Floride et au Texas. De même, en Inde, le Kérala et le Bengale ont des organisations sociales assez différentes. Cela ne les empêche pas d'appartenir à une même fédération<sup>30</sup>.

Si l'on adoptait un système parlementaire, le gouvernement européen serait désigné par la majorité du Parlement européen pour mettre en œuvre le projet exposé aux citoyens avant les élections européennes. Il aurait cinq ans pour mettre en œuvre ce projet (le Conseil n'ayant qu'un rôle limité, comme le Sénat en France).

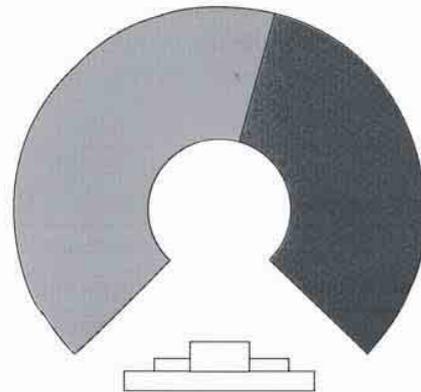
**L'Europe disposerait d'une fiscalité propre.** Impôt sur les bénéficiaires, écotaxe ou taxe Tobin améliorée, un impôt voté par le Parlement européen financerait la défense, la diplomatie, la recherche, la politique agricole, les fonds structurels et l'aide aux nouveaux adhérents...

Sur ces questions, tous les 5 ans, les élections européennes seraient l'occasion de vrais débats politiques. Les citoyens pourraient faire le bilan de la majorité sortante et décider de lui donner ou non 5 ans de plus... L'Europe aurait les moyens d'agir efficacement et rapidement sur tous les dossiers où la décision politique est aujourd'hui paralysée par l'unanimité.

En 2000, par sa force et sa simplicité<sup>31</sup>, la proposition de Joschka Fischer avait suscité l'enthousiasme de tous ceux qui veulent construire une Europe politique, capable d'agir dans le monde et de faire équilibre à l'hyper-puissance américaine.

A gauche, un très grand nombre de militants et d'élus avaient immédiatement exprimé leur soutien à Fischer. Et, à droite, les Européens convaincus applaudissaient aussi : "Ces propositions tombent à pic. Si nous n'allons pas dans ce sens, l'Europe ne

Dans un système parlementaire, il suffit d'une majorité de députés pour faire bouger les choses. Tous les 5 ans, le vote des citoyens a un impact réel et rapide sur les politiques mises en œuvre. C'est un fonctionnement démocratique.



<sup>30</sup> L'exemple indien est très intéressant. C'est la plus grande démocratie du monde. Sa constitution est une constitution clairement fédérale : l'Union indienne ne s'occupe que des domaines pour lesquels un des 28 états indiens n'aurait pas les moyens d'agir seul (recherche, monnaie, défense, relations internationales...). Et cette Constitution comporte une sorte de "Traité social" qui a permis de rassurer les Etats qui avaient le système social le plus avancé, comme le Kérala. Grâce à ce Traité social, ils étaient sûrs de ne pas régresser, de ne pas être tirés vers en bas en intégrant l'Union avec des Etats moins avancés socialement. Ainsi, même si des Etats n'ont pas la même ambition sociale, même si le gouvernement élu au niveau de l'Union est très peu social, le Kérala est sûr de pouvoir garder ses spécificités.

<sup>31</sup> "L'Europe n'avance qu'avec des idées simples" affirmait Jean Monnet.

ressemblera plus à rien" affirmait Hubert Haenel, le Président RPR de la délégation du Sénat pour l'Union européenne<sup>32</sup>. Alain Juppé, présentant l'opposition anglaise, affirmait qu'il ne fallait pas avoir peur d'une "crise clarificatrice" avec les Anglais.

### **Le Non de Védrine**

Hélas, très vite, le Ministre français des Affaires étrangères entreprit d'étouffer l'enthousiasme naissant. Hubert Védrine expliqua d'abord que Fischer s'exprimait à titre personnel. Mais comme le Chancelier Schröder et le Président Rau exprimèrent leur soutien à la démarche de leur Ministre, l'argument ne fit pas long feu. Puis Védrine expliqua que ces questions n'étaient pas d'actualité et qu'il n'avait pas "de goût pour les controverses théoriques", comme si le fait de passer d'une usine à gaz technocratique à une démocratie parlementaire était une controverse théorique !

Au sein de l'ensemble de la gauche pro-européenne, le trouble grandissait : Pourquoi Védrine était-il tellement fermé à la proposition allemande ? On expliqua aux militants socialistes que, à cause de la cohabitation, la France ne pouvait pas répondre aux initiatives allemandes. Mais quand le Président Chirac, devant le Bundestag, affirma que Fischer avait raison et qu'il fallait donner une Constitution à l'Europe, c'est Pierre Moscovici qui prit ses distances<sup>33</sup> en affirmant "Jacques Chirac parlait à titre personnel. Le Président n'engage pas les autorités françaises."

L'explication de la cohabitation s'effondrait. *Non, Non et Non !* Védrine et Moscovici ne voulaient pas refonder l'Europe ni lui donner une Constitution. La discussion devait porter seulement sur "le reliquat d'Amsterdam" disaient-ils (c'est à dire le reliquat du reliquat de Maastricht...). Quelques jours plus tard, alors que Joschka Fischer et d'autres continuaient à dire qu'il était vital de refonder les institutions *avant* l'élargissement, Védrine finit par le traiter de "joueur de flûte" ! Estourbi et écoeuré, Joschka jura qu'on ne l'y reprendrait plus ! Et les dirigeants Français purent tranquillement négocier le désolant Traité de Nice.

Avant même le référendum de 2005, voilà l'histoire qu'il faut connaître pour comprendre l'état des relations franco-allemandes.

A peine élu Président de la République, Nicolas Sarkozy a voulu boucler en quelques semaines la négociation d'un mini-traité européen, un *Traité simplifié compliqué*, comme l'a nommé le Premier Ministre luxembourgeois, Junker. Un Traité qui ne règle, hélas, aucun des problèmes des institutions européennes. Le mini-Traité n'est pas encore ratifié par tous les états membres que déjà des voix s'élèvent pour dire qu'il ne permet pas un fonctionnement efficace

### **Le futur président de l'Europe voit déjà ses pouvoirs rognés**

Le président stable du Conseil européen ne sera pas le président de l'Europe (...).

Supposé accroître la visibilité de l'Union européenne sur la scène internationale, le traité de Lisbonne va faire naître une Europe à trois têtes : le président du Conseil européen, le haut représentant pour les affaires étrangères et le président de la Commission.

Trois hommes qui pourront prétendre incarner l'Europe sur la scène internationale et dont on ne sait lequel se rendra au G8 - actuellement, c'est

---

<sup>32</sup> *Le Monde* du 30 mai 2000

<sup>33</sup> *Le Monde* du 5 juillet 2000.

le président de la Commission qui s'y rend. « D'habitude, on dit que la sagesse des institutions est faite pour protéger de la folie des hommes. Là, c'est le contraire. Il faut espérer qu'ils sauront créer un directoire intelligent », espère l'expert européen Jean-Louis Bourlanges.

Elu pour deux ans et demi, le président devra préparer les travaux du Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept. Ses prérogatives formelles apparaissent minces par rapport au pouvoir des deux autres têtes de l'Europe, le haut représentant et le président de la Commission.

Le président n'aura pas autorité sur les conseils des ministres. Les deux réunions phares (celle des ministres des affaires étrangères et celle des ministres des finances de la zone euro) seront présidées respectivement par le haut représentant et le président stable de l'Eurogroupe. De surcroît, pour satisfaire les petits pays, il a été décidé de ne pas abroger les présidences tournantes de six mois en six mois, qui continueront d'animer la très grande majorité des réunions ministérielles.

*Le Monde*  
25 avril 2008

Si vous avez compris comment ça marche, c'est sans doute que vous avez sauté un paragraphe ! Une Europe à 3 ou 4 têtes (de couleurs politiques différentes) avec des présidents qui ne président pas et la règle d'unanimité qui bloque encore les décisions les plus importantes... On pourrait en rire si nous n'avions pas un urgent besoin d'une Europe capable d'agir. On pourrait en rire si la paralysie de l'Europe ne laissait les Etats-Unis et la Chine comme seules hyper-puissances !

En mai 2000, Joschka Fischer proposait une vraie refondation de l'Europe. Hélas, avec le mini-traité, on est dans le rafistolage bien plus que dans la refondation. Bien sûr, nous dira-t-on, c'est "moins pire" que le Traité de Nice. C'est vrai. Il y a quelques avancées. C'est moins pire. Mais peut-on toujours se contenter du moins pire ?

### **Joschka Fischer avait raison !**

Fischer avait raison : « L'élargissement rend indispensable une réforme fondamentale des institutions. Dans les institutions actuelles, comment parvenir encore à agir ? Comment éviter que les compromis ne soient de plus en plus étranges ? Il existe une réponse toute simple: le passage à un système entièrement parlementaire. »

Si nous voulons construire une Europe politique capable d'agir avec force pour humaniser la mondialisation, nous ne pouvons pas nous contenter du mini-traité ni attendre 20 ans pour construire de nouvelles institutions. Et, collectivement, nul ne peut le nier, nous sommes grandement responsables de l'*impasse* dans laquelle se trouve l'Europe. Si nous avons dit *Oui* à Joschka Fischer en 2000, l'Europe aurait aujourd'hui un tout autre visage.

Et qu'on ne nous dise pas qu'il faut forcément l'unanimité pour adopter un nouveau Traité. Dans *Le Nouvel Observateur* du 4 décembre 2003, Robert Badinter rappelait que «de nombreux Traités internationaux comportent une clause de révision à la majorité simple ou à la majorité des 2/3 comme la Charte des Nations-Unies.» Le protocole de Kyoto est entré en vigueur malgré l'opposition des Etats-Unis quand 55 Etats, représentant 55 % des émissions de CO<sub>2</sub> l'ont ratifié. De même, une vraie

Constitution européenne pourrait voir le jour, même sans l'accord des Anglais (sachant que la porte leur sera toujours ouverte).

### **Churchill avait raison !**

Dans le discours prononcé à Zurich en 1946, Winston Churchill pressait la France et l'Allemagne de construire les Etats-Unis d'Europe mais il affirmait déjà que, vu sa culture et son histoire, la Grande Bretagne n'avait pas vocation à en faire partie ! La Grande Bretagne garderait un rôle de charnière entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis d'Europe. Pourquoi, aujourd'hui, ne pas accorder au Royaume-Uni cette position distincte et privilégiée ? Nul ne peut être obligé d'aller plus loin qu'il ne le souhaite. Mais nul n'a le droit d'empêcher les états voisins de créer une vraie Union politique.

### **Avons-nous renoncé à la puissance ?**

En 1993, Shimon Pérès et les autres signataires des accords d'Oslo demandaient à l'Europe de les aider à construire la paix au Proche-Orient... Quinze ans plus tard, tous les matins, la radio nous apprend combien d'hommes, de femmes ou d'enfants sont morts sur les rives du Jourdain, du Tigre et de l'Euphrate et nous nous sentons dramatiquement impuissants.

Si, en 2000, nous avions dit *Oui* à Joschka Fischer (quitte à "clarifier" le débat avec nos amis anglais, comme le proposait Alain Juppé), l'Europe aurait aujourd'hui un tout autre visage. Sans doute aurions-nous construit depuis une diplomatie et une force de paix capables d'intervenir au Darfour ou d'agir pour construire la Paix entre Israël et la Palestine.

### **Il n'est pas trop tard pour agir.**

Joschka Fischer a récemment rappelé que sa proposition est toujours sur la table et l'insuffisance du Traité de Lisbonne va bientôt apparaître au grand jour.

Plutôt que de laisser pourrir la situation en fuyant le dialogue avec nos partenaires, plutôt que de laisser les dirigeants allemands s'enfermer dans une attitude de moins en moins coopérative, pourquoi ne pas avoir la simplicité et le courage de proposer aux socialistes et aux forces de progrès des 27 états membres de se rencontrer pour réfléchir au meilleur moyen de provoquer un sursaut européen et d'entamer une nouvelle négociation ?

### **Question 9 :**

Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS organise sans tarder avec l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) une grande Conférence pour réfléchir au meilleur moyen de déclencher un sursaut européen ?

### **La négociation pourrait partir :**

1. du projet de refondation démocratique développé en 2000 par Joschka Fischer,
2. du projet de Traité de l'Europe sociale rédigé en 2003 par quelques socialistes français avec le soutien de 400 personnalités de 9 pays,
3. du discours de Winston Churchill prononcé à Zurich en 1946 : il faut créer les Etats-Unis d'Europe... mais la Grande Bretagne n'en fera pas partie. Il n'y a aucune obligation d'unanimité !

**Question 10 : de la démocratie interne au PS.**

Sur l'Europe comme sur le temps de travail, on a vu que les décisions prises par les dirigeants du PS entre 1997 et 2002 n'avaient pas été suffisamment débattues avec l'ensemble des élus et des militants.

A de nombreuses reprises, des militants (connus ou inconnus) ont demandé au gouvernement d'aller Plus loin, Plus vite dans les réformes, sans être vraiment entendus...

*Plus loin, plus vite !* En juillet 1998, dans *Le Nouvel Observateur*, c'est sous ce titre que Jacques Delors tirait la sonnette d'alarme. Lui qui, en 1982, avait demandé de faire "une pause" dans les réformes, s'inquiétait au contraire en 1998 du manque d'ardeur réformatrice du gouvernement socialiste. Hélas, en 1998, il ne fut guère entendu.

Si les élus et les militants avaient été davantage écoutés sur les questions sociales et sur l'Europe (mais aussi sur l'écologie, la démocratie ou l'éducation), sans doute le gouvernement aurait-il fait preuve de plus d'audace. Le bilan aurait peut-être été meilleur et l'élection de 2002 plus facile à aborder.

De même, depuis le 21 avril 2002, si nous avons mieux respecté nos statuts, si nous avons effectivement organisé chaque année 2 grandes Conventions, sans doute notre projet présidentiel aurait-il été plus convaincant.

**Question 10 :**

**Quelles sont vos propositions et quels sont vos engagements pour faire vivre (ou revivre) la démocratie interne à notre parti ?**

## Votation militante

Merci de renvoyer ce bulletin de vote à

**Votation militante**  
10 rue de Solférino  
75007 Paris

avant le 8 juin 2008.

## BULLETIN DE VOTE

Souhaitez-vous que celles et ceux qui vont présenter des contributions générales et des motions au prochain congrès soient invités à répondre assez concrètement aux questions ci-dessous ?

COCHEZ LA CASE CORRESPONDANTE A VOTRE CHOIX

OUI, je souhaite que ces questions soient posées à toutes les motions.

NON, je ne le souhaite pas.

### **Question 1 : convoquer un nouveau Bretton-Woods ?**

Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS organise sans tarder avec l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) une grande Conférence internationale<sup>34</sup> pour définir de nouvelles règles du jeu en matière monétaire et financière ?

### **Question 2 : négocier un Traité de l'Europe sociale ?**

Etes-vous favorable à la négociation d'un Traité de l'Europe sociale comprenant des critères de convergence sociaux aussi précis et contraignants que l'étaient les critères financiers du Traité de Maastricht ?

Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS propose à l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) de se réunir pour réfléchir au meilleur moyen de négocier très vite un Traité social ?

### **Question 3 : un impôt européen sur les bénéfices ?**

Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS propose à l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) de se réunir

---

34 Dans *Le Monde* du 22 mai 2008, Jacques Delors, Helmut Schmidt, Lionel Jospin, Poul Rasmussen et Michel Rocard (entre autres) tirent la sonnette d'alarme et demandent l'organisation de cette Conférence internationale.

pour réfléchir au meilleur moyen de donner à l'Europe des ressources propres en créant un impôt européen sur les bénéfiques, une éco-taxe et/ou une Taxe Tobin ?

**Question 4 : négocier des montants compensatoires avec la Chine ?**

Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS propose à l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) de se réunir pour réfléchir au meilleur moyen de rééquilibrer les relations entre la Chine et l'Europe ?

Etes-vous d'accord pour que soit mis en débat un système de Montants compensatoires qui incite très fortement la Chine à respecter d'ici 5 ans un certain nombre de règles écologiques et les règles sociales du BIT qu'elle a signées avant d'adhérer à l'OMC ?

**Question 5 : miser sur la croissance ?**

Dans tous les projets rédigés par le PS depuis 20 ans, on compte essentiellement sur le retour de la croissance pour sortir de la crise sociale. Parmi tous les pays qui ont un taux de croissance plus élevé que le nôtre (Etats-Unis, Grande Bretagne, Espagne...), lesquels vous semblent avoir une croissance soutenable (écologiquement et économiquement) ? Vu le niveau de précarité et d'inégalité de revenu qu'ils connaissent, peut-on dire que, dans ces pays, la croissance a effectivement permis de résoudre la crise sociale ?

Vu l'évolution du taux moyen de croissance depuis 40 ans, vu les nuages qui s'accumulent au dessus de l'économie mondiale, vu la gravité de la crise sociale, vu la gravité de la crise écologique, vu la pénurie de pétrole qui s'annonce, le PS doit-il encore et toujours miser sur le retour de la croissance ou doit-il, très vite, inventer un nouveau contrat social ?

**Question 6 : indexer les salaires ?**

Pour qu'aucune perte de pouvoir d'achat n'affecte plus les salariés, êtes vous favorables à la mise en place d'un système d'indexation des salaires semblable à celui qui existe au Luxembourg et en Belgique ?

**Question 7 : investir le Fonds de Réserve des Retraites dans le logement ?**

Pour faire face à la crise du logement, faire baisser les loyers et dégager du pouvoir d'achat pour les locataires, êtes-vous favorable à l'utilisation d'une partie du Fonds de Réserve des Retraites pour construire massivement de nouveaux logements en s'inspirant de ce qu'on fait les partenaires sociaux au Pays-Bas ?

**Question 8 : quelle stratégie pour le temps de travail ?**

Sur le temps de travail, la droite a une vraie stratégie. On comprend bien pourquoi : une RTT forte et bien négociée pourrait créer plus d'un million d'emplois en CDI ce qui renforcerait nettement la capacité de négociation des salariés. La gauche, au contraire, semble hésiter à aborder à nouveau la question du temps de travail.

Quelle stratégie proposez-vous pour que les gains de productivité réalisés depuis 30 ans profitent à tous au lieu d'être très largement confisqués par les actionnaires ?

En 1993, Antoine Riboud affirmait « il faut passer à 4 jours-32 heures ans étape intermédiaire ». En 1996, le PS affirmait que « les 35 heures sont une étape vers la semaine de 4 jours ». En 1997, une étude du Ministère du Travail affirmait qu'un mouvement vers la semaine de 4 jours pourrait créer 1.600.000 emplois.

Réorganiser une entreprise est un vrai chantier. On ne peut donc pas demander 2 réorganisations successives en 5 ans. Il n'est pas possible d'avancer en multipliant les étapes. A vos yeux, quel doit être aujourd'hui notre prochain objectif ?

- les 35 heures,
- la semaine de 4 jours *à la carte*,
- autre...

Si vous êtes favorable à une nouvelle réduction du temps de travail, quelle méthode, quel calendrier et quel financement proposez-vous pour la mettre en œuvre ? Quelles propositions avancez-vous en matière d'accès à la culture, aux loisirs, à la démocratie, pour construire une vraie politique de civilisation ?

**Question 9 : construire une Europe politique ?**

Etes-vous d'accord pour que, à l'issue de son Congrès, le PS organise sans tarder avec l'ensemble des socialistes européens (ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas) une grande Conférence pour réfléchir au meilleur moyen de déclencher un sursaut européen ?

La négociation pourrait partir :

1. du projet de refondation démocratique développé en 2000 par Joschka Fischer,
2. du projet de Traité de l'Europe sociale rédigé en 2003 par quelques socialistes français avec le soutien de 400 personnalités de 9 pays,
3. du discours de Winston Churchill prononcé à Zurich en 1946 : il faut créer les Etats-Unis d'Europe... mais la Grande Bretagne n'en fera pas partie. Il n'y a aucune obligation d'unanimité !

**Question 10 : quelle démocratie interne ?**

Quelles sont vos propositions et quels sont vos engagements pour faire vivre la démocratie interne ?

\* \* \* \* \*  
\* \* \*

# Historique

« Le socialisme démocratique veut être une explication du monde, une pédagogie de l'action, un avenir pour l'humanité.

Sa nature est "d'aller à l'idéal et de comprendre le réel". »

Préambule de la nouvelle  
Déclaration de Principe.

Notre nouvelle Déclaration de Principe est belle. Très belle.

Hélas, nous le savons tous, adopter une nouvelle Déclaration de Principe ne suffit pas pour construire un projet crédible. Comme le rappelle *Le Monde*<sup>35</sup>, "en 1990, le congrès de Rennes avait adopté à l'unanimité sa Déclaration de principe, avant d'atteindre le paroxysme dans ses déchirements."

Depuis le Congrès de Rennes, depuis que nous avons adopté à l'unanimité notre dernière Déclaration de Principe, nous n'avons plus gagné aucune élection présidentielle et certains estiment que notre victoire aux législatives de 1997 doit plus au rejet d'Alain Juppé et aux nombreuses triangulaires<sup>36</sup> qu'à la force d'attraction de notre projet.

A Rennes, nous avons adopté une nouvelle Déclaration de Principe à l'unanimité mais ce Congrès fut l'un des plus sinistres de l'histoire de la gauche française : les militants quittaient la salle du Congrès, écoeurés par le comportement de certains dirigeants. Et depuis Rennes, combien avons-nous vécu de Congrès ? Combien d'heures passées à écouter des déclarations générales qui n'ont permis aucune clarification majeure, aucun progrès réel ?

## La gauche qui gagne...

Si la gauche a gagné les dernières municipales, ce n'est pas seulement par rejet de la droite. Et pas seulement en affirmant des "grands principes". Si la gauche a gagné les municipales et les cantonales, c'est parce que, au niveau local, les élus et les militants travaillent : ils sont à l'écoute des citoyens et font des propositions concrètes ! Au niveau local, on ne se paye pas de mots. On ne fait pas de discours pleins de Jaurès, Blum et Mitterrand (même si on aime bien Jaurès, Blum et Mitterrand). On fait dans le concret. Et, malgré tout, ça a du souffle. En lisant le projet municipal, on voit ce qui va changer dans notre vie, dans celle de nos enfants et de nos aînés. C'est chiffré et budgété. C'est clair. Cohérent.

## ...c'est la gauche qui travaille.

Justice sociale, équilibre personnel, protection de l'environnement... Dès que nous sommes capables de traduire nos valeurs en politiques concrètes, nous sommes

---

<sup>35</sup> *Le Monde* du 8 mai 2008.

<sup>36</sup> Au 1<sup>er</sup> tour des législatives de 1997, le total des gauches (gauche + écologistes + extrême gauche) était inférieur à 48 % remarque le Cevipof (le Centre d'étude de la vie politique de Sciences-Po). La gauche était donc nettement minoritaire. Mais, avec ses 15,2 % obtenus au 1<sup>er</sup> tour, le Front National a pu se maintenir au deuxième tour et provoquer 75 triangulaires dont 46 ont été remportées par la gauche...

soutenus par une large majorité. Pourquoi ce travail qui donne de très bons résultats au niveau local ne pourrait-il pas être entrepris aussi au niveau national ? Pourquoi, au niveau national, notre projet est-il si flou ?

D'après les statuts du PS, "deux Conventions doivent être organisées chaque année" pour approfondir un point du projet. Entre 2002 et 2007, nous aurions dû tenir 10 grandes Conventions. Nous aurions dû travailler 6 mois sur l'éducation, 6 mois sur la santé, 6 mois sur le chômage, les salaires et les retraites, sur l'Europe, sur le climat et la bio-diversité... Nous aurions dû tenir 10 grandes Conventions. Nous n'en avons tenu aucune ! Cette absence de débat explique la médiocrité de notre projet présidentiel et donc une grande part de notre défaite.

### "Les mêmes causes produisent les mêmes effets"

Si nous préparons 2012 comme nous avons préparé 2002 et 2007, rien ne garantit que le résultat sera plus favorable. Hélas, un an après la défaite des présidentielles, alors que jamais les politiques menées par la droite n'ont été aussi injustes, alors que jamais les Français n'ont manifesté avec autant de force leur rejet du pouvoir en place et leur attente d'une alternative, rien ne permet de penser que le prochain Congrès sera radicalement différent de ceux qui l'ont précédé.

« La perspective d'un duel entre Ségolène Royal et Bertrand Delanoë et la multiplication des candidatures au poste de premier secrétaire, avec Julien Dray, Pierre Moscovici et quelques autres en embuscade, rendent plausible un nouveau "scénario catastrophe". »

*Le Monde*  
8 mai 2008

### Comment éviter le "scénario catastrophe" ?

En décembre dernier, pour donner la parole aux militants, pour ouvrir quelques débats de fond et ancrer le Congrès dans le réel, nous avons lancé une pétition. Par cette pétition<sup>37</sup> nous demandons que, juste après les municipales, le PS et l'ensemble des forces de gauche se mettent au travail :

"Nous demandons que le PS et les autres forces de gauche se mettent, pendant 3 mois, à l'écoute des citoyens, des élus locaux et des militants, des associations, des syndicats, des mouvements patronaux et de tous les économistes qui pourront nous aider à définir très concrètement un nouveau contrat social. Il faut prendre le temps d'un débat approfondi et ensuite, il faudra faire des choix. Trancher."

"De deux choses l'une :

- soit ce travail aboutira à un consensus. Ce sera alors notre nouveau projet social.
- soit il n'y aura pas de consensus et c'est le Congrès qui tranchera entre plusieurs stratégies possibles.

Mais, si nous commençons par ce travail de fond, le Congrès sera moins violent et sera l'occasion de construire un projet très concret."

---

<sup>37</sup> Cf *Libération* et *Marianne* du 1<sup>er</sup> décembre 2007, *Le Monde* du 6 décembre 2007. *Ouest-France* du 3 janvier 2008. *Libération* du 21 janvier 2008. *Rue89* du 22 mars 2008. *Les Inrockuptibles* et *Libération* du 25 mars 2008. *La République des Pyrénées* du 5 avril 2008. *Le Monde* du 24 avril 2008.

"Le PS est un parti démocratique. Le PS respecte chacun de ses militants" affirme notre nouvelle Déclaration de principe. Mais, malgré la signature de 18 parlementaires issus de toutes les tendances du parti<sup>38</sup>, malgré le soutien d'un ancien Premier Ministre, de bon nombre d'élus locaux et de plus de 7.000 militants, la direction du PS n'a même pas accepté que nous déposions cette pétition !

Ce refus du débat nous paraît scandaleux. Totalement scandaleux. Mais, pour ne pas nuire à l'image du parti, nous n'avons pas voulu faire de scandale ni manifester publiquement notre colère. Constatant le blocage de Solférino, nous nous sommes demandés comment agir avant que ne s'enclenche le processus du Congrès. C'est de cette réflexion qu'est né le texte ci-dessous, qui est soumis à votre vote.

Le 25 mars, au Conseil National, presque tous les orateurs ont dit que le Congrès de 2008 devrait être *vraiment différent* des Congrès qui l'ont précédé. Pour limiter le risque de combats fratricides et pour que ce Congrès débouche sur un vrai renouveau politique, plusieurs ont suggéré qu'on élabore une liste de 10 ou 15 questions concrètes qui seraient posées à tous ceux qui vont rédiger des motions.

### Figures libres et figures imposées

« C'est comme en patinage artistique, explique un militant. Avant les figures libres, il y a les figures imposées. Ce serait bien que toutes les motions aient quelques figures imposées et qu'elles répondent aux questions concrètes que posent les militants (et la plupart des Français). »

79 % des Français estiment que la politique de Nicolas Sarkozy a échoué<sup>39</sup>, mais... 51 % estiment que le PS ne ferait ni mieux ni moins bien, 21 % pensent qu'il ferait plus mal<sup>40</sup>. **24 % seulement pensent que le PS ferait mieux que Sarkozy !** Bien sûr, les sondages sont toujours à interpréter avec précaution mais nul ne peut nier que, même parmi ceux qui votent toujours à gauche, beaucoup s'interrogent sur ce que ferait le PS s'il était au pouvoir...

Voilà pourquoi nous ne voulons pas que les querelles de personnes envahissent notre débat interne. Voilà pourquoi nous ne voulons pas en rester à des discours trop généraux ou à des synthèses molles. Sans nier la question du leadership, nous voulons que le Congrès soit l'occasion d'abord d'avancer vers des propositions très concrètes sur les salaires, le chômage, les retraites, le logement, l'éducation, l'Europe ou la lutte contre le dérèglement climatique.

Voilà pourquoi, en vertu de l'article 6.8 de nos statuts<sup>41</sup>, nous soumettons à l'ensemble des militants le texte suivant pour qu'il soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine Convention nationale.

Article 6.8 : Une question est inscrite à l'ordre du jour de la Convention nationale, dès lors que 5 000 adhérents, répartis dans au moins 20

---

<sup>38</sup> La pétition était signée aussi bien par Michel Rocard et Claudy Lebreton (Président du Conseil général des Côtes d'Armor et Président de la FNESER, Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains) que par Patrick Bloche (proche de Bertrand Delanoë), Géraud Guibert (proche de Laurent Fabius), Jean-René Marsac (proche de DSK), Geneviève Gaillard (proche de Vincent Peillon), Jean Launay (proche d'Arnaud Montebourg) et plus de 7.400 militants à qui on n'a évidemment pas demandé de quel courant ils se sentaient le plus proche...

<sup>39</sup> Sondage Ifop, *Journal du dimanche*, 20 avril 2008.

<sup>40</sup> Sondage CSA, 20 février 2008.

<sup>41</sup>

fédérations, avec un maximum de 500 signatures et un minimum de 25 signatures par fédération, en font la demande.

Rédigé très rapidement, ce texte ne prétend pas aborder toutes les questions qui se posent à nous. Nous espérons seulement que, en nous obligeant à être concrets et ambitieux dans deux domaines fondamentaux (Quel nouveau contrat social ? Quelle Europe ?), ce texte donnera envie à tous d'être aussi concret et ambitieux sur l'ensemble des sujets mis en débat.

Le 14 juin, si notre proposition reçoit le soutien d'une majorité des militants, nous adopterons trois textes :

- 1 > une nouvelle Déclaration de principe.
- 2 > les modifications apportées à nos statuts.
- 3 > Un "Etat des lieux économique et social" suivi de 10 questions "incontournables" auxquelles toutes les motions seront *invitées* à répondre.

### **Aucune ambiguïté**

Pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté, précisons que la pétition lancée en décembre rassemblait des élus et des militants de *toutes les sensibilités du parti*. Ce nouveau texte que vous allez lire est signé lui aussi par des élus et des militants de sensibilités diverses qui savent déjà qu'ils signeront des motions différentes. **Cela ne nous empêche pas de réfléchir et d'agir ensemble.**